



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

PROGRAMME OPÉRATIONNEL **FEDER-FSE**

PLAN D'ÉVALUATION (Version 2)

Proposé à la validation

Comité de Suivi du 23 Décembre 2016

2014 - 2020

SOMMAIRE

I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION	2
A – EXIGENCES REGLEMENTAIRES	2
B – PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION	3
II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION	7
A – RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES	7
1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION	7
2. CADRE PARTENARIAL	8
B – GOUVERNANCE DU PLAN	9
C – ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI	10
D – SOURCES D'EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS	12
1. SOURCES D'EXPERTISE	12
2. QUALITE DES EVALUATIONS	12
E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION	12
1. PLAN DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A L'EVALUATION	12
2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES	13
F – STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS	14
III – PROGRAMME D'EVALUATION	15
A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION	15
B – FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES	20
1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 :	20
2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :	22
C – BUDGET PREVISIONNEL	29
D – PLANNING PREVISIONNEL	30
IV – ANNEXES	31
ANNEXE 1 – PLAN DES INDICATEURS DU PO FEDER FSE	31
ANNEXE 2 – CADRE DE PERFORMANCE DU PO FEDER-FSE	41
ANNEXE 2 – CHARTE DE LA SOCIETE FRANCAISE D'ÉVALUATION (SFE)	45
ANNEXE 3 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION	47
ANNEXE 4 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE	48
1. SOURCES REGLEMENTAIRES	48
2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE	48
3. AUTRES SOURCES:	48
ANNEXE 5 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES COTES D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES	49
ANNEXE 6 – REMARQUES DE LA COMMISSION SUR LE PLAN D'EVALUATION ET PLAN D'ACTION	52

I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION

Dans le domaine de la politique de cohésion, l'évaluation a pris naissance en 1988 et s'est développée par la suite. En 1995 la Commission a lancé un programme¹ qui vise à améliorer sa gestion financière et qui généralise l'évaluation à toutes les politiques ayant une incidence budgétaire. Tout renouvellement de programme pluriannuel est désormais conditionné par l'évaluation des résultats antérieurs.

Contrairement à des contextes où l'évaluation est considérée comme un exercice uniquement rétrospectif, le système choisi pour la politique européenne de cohésion a évolué ensuite vers une évaluation des programmes à trois niveaux successifs : ex-ante, mi-parcours et ex-post.

La programmation des FESI 2014-2020 incarne un changement de paradigme : l'omniprésence de la notion de performance qui implique une « évaluation en continu ». Le passage à une politique axée sur la recherche de résultats passe notamment par la définition d'un cadre de performance, la mise en œuvre d'une réserve de performance et l'amplification du rôle de l'évaluation dans la gestion des fonds.

A – EXIGENCES REGLEMENTAIRES

L'Autorité de gestion doit établir un plan d'évaluation couvrant l'ensemble de la période de programmation² et le présenter au comité de suivi au cours de l'année suivant l'adoption du programme³. Le rôle de ce document est de permettre, via la planification, d'assurer la cohérence des évaluations entre elles et de s'assurer que l'Autorité de gestion dispose bien des moyens humains, matériels et financiers pour mettre en œuvre les exigences de la réglementation.

Le règlement stipule que l'Autorité de gestion, au cours de la période de programmation, doit veiller à :

- Effectuer des évaluations portant sur l'efficacité, l'efficience et l'impact du programme
- Evaluer au moins une fois la contribution des FESI à la réalisation des objectifs pour chaque priorité (*évaluations thématiques d'impact*)⁴.

A l'occasion de la transmission des rapports de mise en œuvre spéciaux de 2017 et 2019, l'Autorité de gestion doit présenter les progrès accomplis dans la réalisation du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations réalisées⁵. De plus, chaque année, l'Autorité de gestion doit inclure dans ses rapports de mise en œuvre simplifiés, une synthèse des résultats des évaluations devenues disponibles au cours de l'exercice précédent⁶.

¹ « Sound and Efficient management – SEM 2000 »

² Art 54 du règlement N° 1303/2013 : « Un plan d'évaluation devrait être établi par l'Autorité de gestion ».

³ Art 114 §1 du règlement N° 1303/2013 : « Le programme d'évaluation est présenté au comité de suivi au plus tard un an après l'adoption du programme opérationnel ».

⁴ Art 56 du règlement commun (UE) N°1303/2013

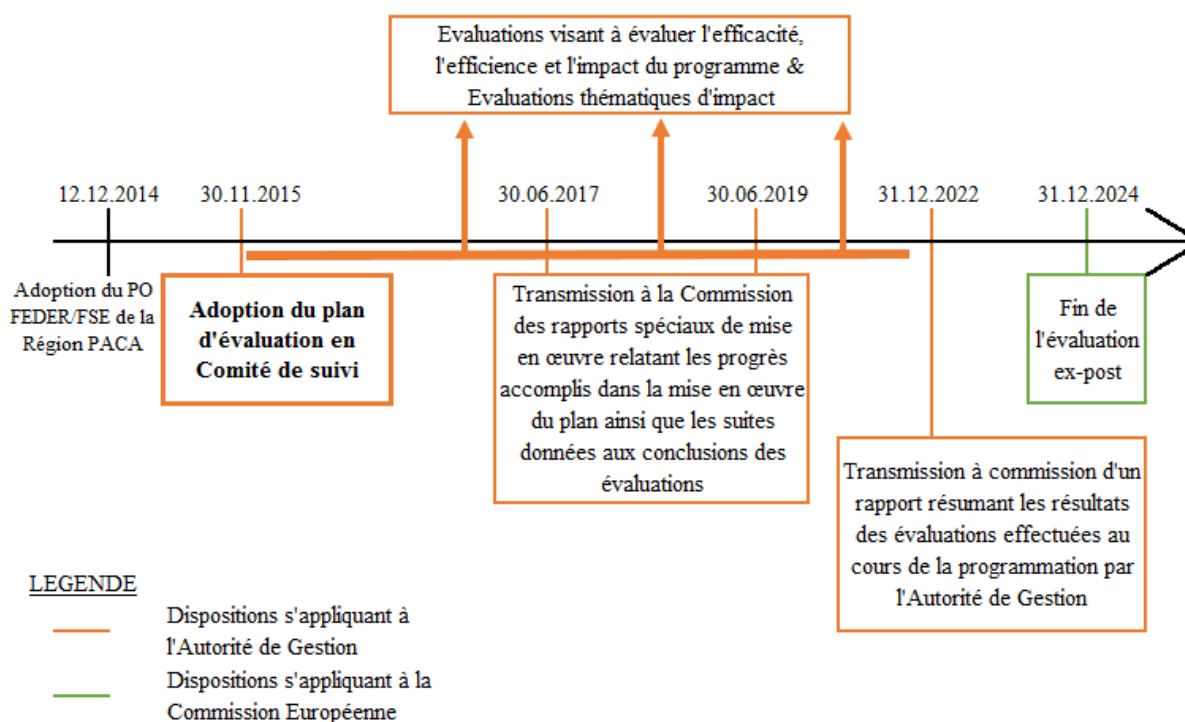
⁵ Art 111 §4, 1^{er} alinéa, point a) du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁶ Art 56 §2 du règlement commun (UE) N°1303/2013

En fin de programmation, et avant le 31 décembre 2022, l'Autorité de gestion devra transmettre à la Commission une synthèse de l'ensemble des rapports finaux des évaluations effectuées au cours de la période de programmation⁷.

Enfin, l'évaluation ex-post du programme devra être achevée au 31 décembre 2024. La réalisation de cette dernière exigence relève de la compétence de la commission en collaboration étroite avec les Etats membres et les Autorités de gestion⁸.

SCHEMA 1 – CHRONOLOGIE DES ELEMENTS REGLEMENTAIRES LIES A L'ÉVALUATION AU COURS DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION



B – PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION

Le présent plan s'applique au programme opérationnel FEDER/FSE de la Région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur 2014-2020 et s'étend jusqu'au 31 décembre 2022.

Conformément aux exigences communautaires, les évaluations programmées dans ce plan viseront à évaluer :

- L'efficacité : « *Le fait que les effets attendus ont été obtenus, que les objectifs ont été atteints*⁹ ».
- L'efficience : « *Le fait que les effets ont été obtenus à un coût raisonnable*¹⁰ ».
- L'impact : « *Changement pouvant être attribué de manière certaine à une intervention*¹¹ ».

⁷ Art 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁸ Art 56 et 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

⁹ Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.65.

¹⁰ Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.66.

¹¹ "The change that can be credibly attributed to an intervention", Définition extraite du guide « Evaluated: The resource for the evaluation of Socio-Economic Development », Septembre 2013, p.103.

Le programme opérationnel FEDER-FSE est composé de :

- 4 axes FEDER
- 1 axe FSE
- 2 axes d'assistance technique
- 21 objectifs spécifiques (dont 3 OS d'assistance technique)

Le montant total de la contribution des FESI au PO régional est de 285 millions d'euros pour le FEDER et 149 pour le FSE soit 433 millions d'euros.

AXE PRIORITAIRE		OT Montant M€	OBJECTIFS SPECIFIQUES
AXE 1 - RECHERCHE, INNOVATION, PME	FEDER 101 M€ 35,44%	54,5 M€	OS1a - ACCROITRE LES ACTIVITES DE RECHERCHE SUR LES DOMAINES PRIORITAIRES DE LA SRI-SI
			OS1b - DEVELOPPER L'INNOVATION, LA CREATION DE VALEUR ET L'EMPLOI DANS LES DOMAINES D'ACTIVITES STRATEGIQUES (DAS) ET PAR LES TECHNOLOGIES GENERIQUES CLES (KETs)
		46,5 M€	OS3a - RENFORCER LA CREATION D'ENTREPRISE EN PARTICULIER EN FACILITANT L'EXPLOITATION ECONOMIQUE D'IDEES NOUVELLES ET EN STIMULANT LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES, Y COMPRIS PAR LE BIAIS DES PEPINIERES D'ENTREPRISES
			OS3d - DEVELOPPER LES ENTREPRISES, NOTAMMENT A L'INTERNATIONAL
AXE 2 - DEVELOPPER L'ECONOMIE ET LES SERVICES NUMERIQUES	FEDER 44 M€ 15,44%	44 M€	OS2a - CONNECTER AU TRES HAUT DEBIT LES SITES PRIORITAIRES, STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
			OS2b - RENFORCER LES USAGES DU NUMERIQUE DANS LES PME/TPE
			OS2c - DEVELOPPER LES SERVICES NUMERIQUES AU SERVICE DES TERRITOIRES ET DES CITOYENS
AXE 3 - TRANSITION ENERGETIQUE ET VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES	FEDER 111 M€ 38,95%	93 M€	OS4a - AUGMENTER LA PART D'ENERGIE RENOUVELABLE DANS LA CONSOMMATION D'ENERGIE REGIONALE
			OS4c - ACCROITRE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DU LOGEMENT ET DES BATIMENTS PUBLICS
			OS4d - REALISER DES ECONOMIES D'ENERGIE GRACE AUX SYSTEMES INTELLIGENTS
		18 M€	OS4e - AUGMENTER LE REPORT MODAL SUR LES TRANSPORTS COLLECTIFS
AXE 4 - INCLUSION SOCIALE PAR L'EMPLOI	FEDER 19 M€ 6,67%	8 M€	OS8a4 - DEVELOPPER LES ACTIVITES ET LES EMPLOIS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES
		11 M€	OS9a - AMELIORER L'EMPLOYABILITE DES HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES
AXE 5 - INVESTIR DANS LES COMPETENCES, L'EDUCATION, LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE	FSE 144 M€ 96,64%	144 M€	OS5a - AUGMENTER LA QUALITE ET LA DIVERSITE DE L'OFFRE DE SERVICE DES STRUCTURES DE LA FORMATION, DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DE L'ORIENTATION AU SERVICE DE PUBLICS, TOUT AU LONG DE LA VIE
			OS5b - AUGMENTER L'ACCES A UNE PREMIERE QUALIFICATION ET L'ELEVATION DU NIVEAU DE FORMATION DES PERSONNES LES PLUS ELOIGNEES DE L'EMPLOI
			OS5c - AUGMENTER L'ACCES DES JEUNES AYANT LE MOINS D'OPPORTUNITES ET DES PUBLICS SOUS-MAIN DE JUSTICE DANS DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT, D'ORIENTATION ET DE FORMATION
			OS5d - AUGMENTER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES DEMANDEURS D'EMPLOI
AXE 6 - ASSISTANCE TECHNIQUE	FEDER 10 M€ 3,51%		OS6.1 - GARANTIR L'EFFICACITE DU PILOTAGE DU PROGRAMME
			OS6.2 - ACCROITRE L'EFFICACITE DE LA COMMUNICATION SUR L'INTERVENTION DE L'UNION EUROPEENNE EN PACA
AXE 7- ASSISTANCE TECHNIQUE	FSE 5 M€ 3,36%		OS7.1 - GARANTIR UNE GESTION DU FSE EFFICACE SECURISEE ET LISIBLE

Pour 2014-2020, l'objectif du PO Régional sera de participer au défi majeur de notre région : assurer à l'horizon 2020 un emploi de qualité, durable, pour tous et sur l'ensemble du territoire. Il s'agira d'intervenir sur les trois volets de la croissance identifiés dans la stratégie UE 2020 :

- Une croissance inventive, qui crée des emplois et des savoirs ;
- Une croissance soutenable qui préserve et valorise nos ressources ;
- Une croissance inclusive qui donne une chance à chacun.

La situation de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur au regard des objectifs de la stratégie UE 2020 est rappelée dans le tableau ci-dessous :

Domaine	Cible UE	Cible France (Source Eurostat)	Données France (Source Eurostat)	Données PACA	Cibles PACA
Emploi	Taux d'emploi des 20-64 ans	75% Dont 70% chez les femmes	69,5% en 2013	68% en 2012 (Source INSEE)	70%
R&D	3% du PIB	3%	2.26% (2010)	2% 2012 (Source INSEE)	3%
Environnement	Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% p/r 1990	-14% en 2020 Hors ETS par rapport à 2005 (363,1 Millions de tonnes en équivalent CO ²)	7% (2010 par rapport à 2005)	2011 – 31.8 MteqCO ² ¹² (Source CR PACA)	Objectif 2020 du SRCAE – 20 % p/r 2007(37.7 MteqCO ²)
	Utilisation d'énergie provenant de sources renouvelable à hauteur de 20%	23%	13.4 % (2012)	10% (2011)	Objectif 2020 du SRCAE : -20 %
	Augmentation de 20% de l'efficacité énergétique	130 Mtep en conso énergie finale	150,8 Mtep (2012)	13.3 Mtep ¹³ en 2011 (Source CR PACA)	Objectif 2020 du SRCAE : 11.7 Mtep
Education	Réduction du taux de décrochage scolaire	Abandon scolaire = 9.5%	Décrochage = 9,7% (2013)	Taux abandon scolaire = 13,5 % (Source INSEE)	
	Un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40% de la population 30-34 ans	50%	44% en 2013	39.9% (Source INSEE)	
Lutte contre pauvreté et exclusion	Réduire la pauvreté d'un quart Réduire de 20 millions	9.6 millions -1/3 entre 2006 et 2012, puis réévaluation	-1/3 entre 2006 et 2012	15.7% de la population en dessous du seuil pauvreté (Source INSEE)	

¹² MteqCO² = Million de tonnes équivalent CO²

¹³ Mtep = Million de tonnes équivalent pétrole

Les objectifs du présent plan sont multiples. Il vise à garantir :

- Le respect des exigences réglementaires relatives à l'évaluation :
 - Assurer l'évaluation de l'efficacité et l'efficience du programme
 - Assurer l'évaluation de l'impact de la contribution des fonds à la réalisation des objectifs dans le cadre de chaque priorité, au moins une fois au cours de la période de programmation
- L'apport des évaluations menées aux données nécessaires pour les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), et notamment les RAMO spéciaux de 2017 et 2019
- La réalisation d'un suivi correct des recommandations issues des rapports finaux d'évaluation
- La communication organisée autour des résultats d'évaluation
- La définition au sein d'un document de référence de l'environnement de l'évaluation pour la période de programmation 2014-2020

Il se compose de plusieurs éléments :

- Un descriptif du système de collecte des données au sein de l'Autorité de Gestion
- Une présentation des organes de gouvernance du plan et des évaluations menées
- Une présentation de la communication et du suivi organisés autour des évaluations
- Un plan de formation
- Un programme d'évaluation (indicatif et non restrictif)

II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

Afin d'optimiser les travaux d'évaluation, l'Autorité de Gestion a défini des responsabilités claires pour la collecte des données, le suivi et l'évaluation. Elle s'est également dotée de référentiels qu'elle veillera à développer au cours de la mise en œuvre du plan d'évaluation et qui garantiront la qualité des travaux. Enfin, l'Autorité de Gestion a également prévu la mise en œuvre d'un plan de formation centré sur l'évaluation et à destination de plusieurs publics.

A – RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES

1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

Les missions relatives au suivi et à l'évaluation de l'Autorité de gestion en Région PACA sont organisées autour de trois services rattachés à la Direction Générale Ajointe Europe et Coopération Méditerranéenne et de l'Inspection Générale, Audit et Evaluation :

- **SCPR : le service de Coordination des Programmes Régionaux.** Ses missions générales sont la préparation des comités régionaux de programmation et des comités de suivi, le suivi financier et budgétaire du PO, la coordination avec l'autorité de certification et le payeur régional, l'accompagnement des Organismes intermédiaires, les systèmes d'information et la communication. Il pilote et coordonne l'établissement des rapports annuels et finaux de mise en œuvre, ainsi que la définition et la mise en œuvre du plan d'évaluation.

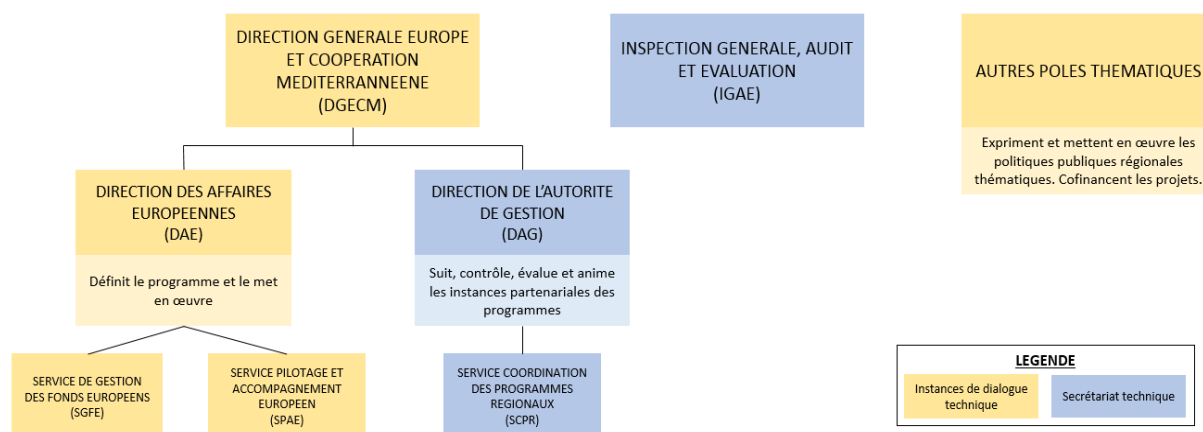
- **SGFE : le service de Gestion des Fonds Européens.** Ses missions générales sont la réception et l'enregistrement des dossiers au stade de dépôt, l'instruction des dossiers, l'organisation des comités techniques régionaux, la réalisation des contrôles de service fait (CSF) et des visites sur place, contributions aux réponses aux contrôles et la mise en paiement des aides.

- **SPAE : le service Pilotage et Accompagnement Européen.** Ses missions générales sont la préparation des appels à candidature, l'animation des réseaux d'acteurs thématiques et territoriaux, l'information et l'accompagnement des porteurs de projets, la définition et l'évolution du cadre stratégique du PO.

- **IGAE : Inspection Générale, Audits et Évaluation.** Dans le cadre ses missions générales, l'IGAE intervient auprès des directions et des services de la Région. Elle assure dans ce cadre un appui sur plusieurs sujets et notamment : la réponse aux obligations réglementaires en matière d'évaluation (CPER, Fonds Européens) et la contribution au développement d'outils de suivi et d'évaluation dans les services opérationnels.

Dans le cadre de l'évaluation des fonds européens, l'IGAE et le SCPR forment un secrétariat technique de l'évaluation sous la responsabilité de la Direction de l'Autorité de Gestion (DAG).

SCHEMA 2 – ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE L'AUTORITE DE GESTION



2. CADRE PARTENARIAL

Les programmes européens sont des programmes de développement socio-économique cofinancés qui doivent faire l'objet de codécision. Ces programmes étant également multi-objectifs et multi-domaines d'intervention, cela implique que l'évaluation doit être conduite avec la participation de plusieurs partenaires et les méthodes adaptées à leurs spécificités.

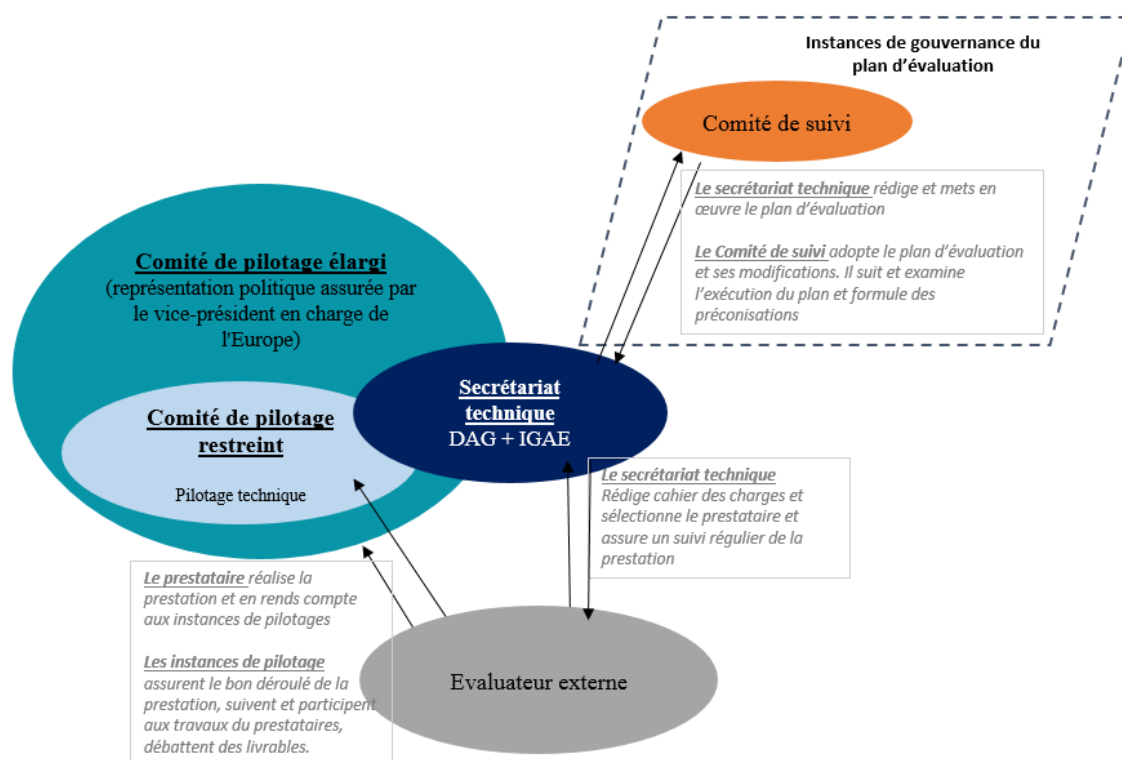
La démarche d'évaluation qui sera menée en PACA tiendra compte des diversités des attentes des partenaires aux programmes et recherchera la convergence des points de vue pour que, sans remettre en question les bases de la négociation des programmes, l'évaluation ne se traduise par un exercice uniquement formel pour une partie des partenaires.

Le schéma de gouvernance (Schéma 3) ci-après intègre cette dimension.

B – GOUVERNANCE DU PLAN

Le schéma de gouvernance, ci-illustré, vise à garantir une articulation vertueuse et un niveau d'indépendance suffisant entre les acteurs qui mettent en œuvre la politique, les instances chargées de piloter les évaluations et le Comité de suivi, instance politique décisionnelle des Fonds.

SCHEMA 3 – SCHEMA DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PLAN D'EVALUATION ET DES TRAVAUX D'EVALUATION



Le Comité de Suivi Interfonds (FEDER, FSE, FEADER)

Composition : Il est coprésidé le Président du Conseil régional (ou son représentant) et par le Préfet de région (ou son représentant). Il est composé des représentants des services déconcentrés de l'Etat, de la Région, des collectivités territoriales de la région et des associations de collectivités territoriales, des parcs nationaux et régionaux, des chambres consulaires, de la société civile et de la Commission européenne.

Fonctions : Le Comité de suivi valide le plan d'évaluation et ses modifications. Il se réunit au moins une fois par an et examine les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation, les évaluations menées et les suites données aux conclusions des évaluations antérieures¹⁴. Il peut formuler des préconisations.

¹⁴ « Toutes les évaluations sont examinées par le comité de suivi », Art 56 §3 du règlement commun 1303/2013

L'Autorité de gestion (Secrétariat technique)

Composition : Le secrétariat technique concentre les expertises internes en évaluation. Il est composé du directeur de l'Autorité de gestion, du chef de service du SCPR, du chargé de mission suivi-évaluation du SCPR, de deux chargés de mission de l'IGAE.

Fonctions dans la gouvernance du plan d'évaluation :

- Anime et mets en œuvre du plan et rend compte au Comité de suivi
- Propose au comité de suivi de modifications du plan
- Propose un plan d'action annuel
- Définition des contenus des formations
- Prépare des informations du Comité de suivi et assure le suivi des préconisations formulées
- Diffuse les résultats des évaluations selon les orientations définies par le comité de pilotage

Fonctions dans la gouvernance des évaluations :

- Prépare les décisions du comité de pilotage
- Garantit la déontologie, l'indépendance et la technicité des acteurs du système
- Assure la qualité des évaluations
- Anime les groupes techniques
- Lance les marchés d'évaluation et sélectionne les prestataires

Le Comité de pilotage :

Composition : Le comité de pilotage est organisé en fonction des thématiques abordées par l'évaluation. Dans sa forme restreinte il sera composé du directeur général des services, du directeur général adjoint (DGA) et des directrices de la Direction Générale Europe et Coopération Méditerranéenne, du secrétariat technique ainsi que des DGA et directeurs des directions opérationnelles concernées. Sa forme élargie inclura une représentation politique par la présence du vice-président en charge de l'Europe au sein du Conseil Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fonctions :

- Suit les différentes étapes de l'évaluation
- S'assure de la disponibilité et de la mise à disposition des informations utiles
- Analyse et débat les résultats des évaluations

C – ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI

Le dispositif de suivi du PO FEDER/FSE de la Région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur s'appuie sur 89 indicateurs ventilés ainsi (voir le plan des indicateurs disponibles en annexe 1) :

- _ 5 indicateurs financiers tous inclus dans le cadre de performance
- _ 56 indicateurs de réalisation (dont 18 inclus dans le cadre de performance)
- _ 28 indicateurs de résultat

Les responsabilités pour la collecte et le suivi des données en PACA sont repartis dans les trois services « Europe ».

Ce système est organisé autour de trois types de tableaux de bord :

- Tableaux de bord réglementaires : suivi des indicateurs de réalisation et de résultat, suivi du cadre de performance, etc.

- Tableaux de bord financiers : suivi de la maquette du programme, suivi du risque de dégagement d'office
- Tableaux de suivi d'activité : suivi de la comitologie, suivi des indus, suivi des dossiers en cours d'instruction, etc.

Tableaux de bord des données réglementaires

La Commission européenne¹⁵, demande aux Autorités de gestion de renseigner un certain nombre de tableaux de bord (16 pour la Région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur) devant être inclus dans les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO). L'organisation pour la collecte et le suivi de ces données est la suivante :

Le service de gestion des fonds européens (SGFE) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs de réalisation et de résultats dits « interne ». C'est-à-dire les indicateurs fournis par les porteurs de projet au cours de l'instruction des dossiers et des demandes de paiements.

Le service pilotage et accompagnement européen (SPAE) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs de réalisation et de résultats dits « externes ». C'est-à-dire les indicateurs produits par un tiers, pour lesquels la source est externe au traitement des dossiers.

Le SPAE a également à charge le suivi du Grand Projet¹⁶ et des actions menées pour satisfaire aux conditions ex-ante générales.

Le service de coordination des programmes régionaux (SCPR) a en charge la collecte et le suivi des indicateurs liés aux axes d'assistance technique, des indicateurs financiers, ainsi que la collecte et la consolidation des données relatives à la mise en œuvre des instruments financiers. Dans le cadre de sa mission concernant le pilotage et la coordination des rapports annuels de mise en œuvre, il est également en charge de la consolidation des tableaux d'indicateurs collectés par les différents services.

Le retraitement des indicateurs dans le cadre de la production des tableaux de bord réglementaires prévus par les RAMO fait l'objet d'une procédure interne incluse dans le descriptif de Système de gestion de gestion et de Contrôle de l'AG.

Tableaux de bord financiers

Le suivi financier « macro » des programmes est assuré par le SCPR et alimenté par les informations consolidées fournies par le SGFE et le SPAE qui effectuent un suivi plus fin à l'échelle de leurs missions.

Tableaux de suivi d'activité

Chaque service a en charge son propre suivi d'activité.

Autres tableaux

Il est également prévu que l'AG se dote :

- d'un tableau de bord synthétique d'activité
- d'un tableau de bord des indicateurs « alerteurs » sur les taux de programmation et la progression des indicateurs du cadre de performance

¹⁵ Règlement d'exécution (UE) N°207/2015, Annexe V

¹⁶ Les « Grands Projets » sont soumis aux articles 100 à 103 du Règlement commun (UE) N°1303/2013

D – SOURCES D’EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS

1. SOURCES D’EXPERTISE

Conformément aux exigences de la Commission européenne¹⁷ l’ensemble des évaluations sera réalisé par des experts fonctionnellement indépendants de l’autorité responsable de la mise en œuvre des programmes. Il sera fait appel à des cabinets externes.

2. QUALITE DES EVALUATIONS

La Région Provence-Alpes-Côte d’Azur a adopté le 17 Octobre 2014 une délibération actant la généralisation de la démarche d’évaluation des politiques régionales (voir annexe 5). Elle a ainsi acté l’adoption des principes régissant les démarches d’évaluation issus de la Charte de la Société Française de l’Evaluation (SFE)¹⁸ : pluralité, distanciation, compétence, respect des personnes, transparence, opportunité et responsabilité.

La qualité des travaux d’évaluation menés devra être conforme aux standards de la Charte ainsi que, d’un point de vue déontologique, à la Guidance pour la qualité de pilotage des évaluations externes préconisée par la Commission¹⁹.

Chaque évaluation sera elle-même évaluée par le Secrétariat technique au travers d’une grille synthétique d’appréciation de la qualité des travaux d’évaluations²⁰ (disponible en annexe 3).

E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D’ÉVALUATION

L’optimisation de la démarche d’évaluation pour la programmation 2014-2020 se traduit par :

- un travail de capitalisation des précédents travaux d’évaluations réalisés sur les thématiques du programme. Ce travail sera réalisé par le Secrétariat technique.
- un plan de sensibilisation et de formation à l’évaluation qui sera également mis en œuvre.
- la mutualisation des campagnes d’évaluation qui sera recherchée à plusieurs niveaux.

1. PLAN DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A L’EVALUATION

La mise en œuvre du plan de formation doit permettre à différents publics d’acquérir un premier niveau d’acculturation à l’évaluation des politiques. Il a également pour objectif de sensibiliser les acteurs du système de production et de collecte de données à leur rôle dans le cycle de l’évaluation et dans la production de travaux de qualité.

Le plan de formation prévu pour le Secrétariat technique doit permettre à l’équipe dédiée d’améliorer son niveau d’expertise. Seront donc privilégiées :

- des formations spécialisées, réalisées par des organismes référencés en la matière
- des séminaires nationaux ou internationaux

¹⁷ « Les évaluations sont effectuées par des experts internes ou externes fonctionnellement indépendants des autorités responsables de la mise en œuvre des programmes » Art. 54 du règlement commun 1303/2013.

¹⁸ La charte de la Société Française d’évaluation est disponible en Annexe 2 du présent plan

¹⁹ Guidance on quality management of external evaluation, European Commission, April 2014

²⁰ Grille issue des Collections MEANS, Vol. 1 « Conception et conduite d’une évaluation », encadré 46 « Grille synthétique d’appréciation de la qualité des travaux d’évaluation », p.192.

- des formations organisées ou labellisées par la Commission européenne.

Publics cibles	Prestation Interne-externe	Contenu indicatif	Résultats attendus	Temporalité indicative
Porteurs de projet [SENSIBILISATION]	Interne DAE dans le cadre des formations post-CRP	Sensibilisation à l'évaluation et aux attendus en matière de collecte et transmission des indicateurs	Prise de conscience du rôle du bénéficiaire d'une subvention dans la mise en œuvre d'une politique publique	En cours
Animateurs des mesures	prestations externes	Approfondissement aux démarches d'évaluation	Meilleure maîtrise des thématiques d'évaluation	Au cours de la période de préparation (Voir partie III)
Organismes intermédiaires	DEV	Initiation aux démarches d'évaluation	Sensibilisation dans leur rôle dans le système de suivi-évaluation	Au cours de la période de préparation (Voir partie III)
Secrétariat technique du plan d'évaluation	Organismes de formation spécialisés type SFE	Spécialisation dans la conduite de démarches d'évaluation et suivi des prestataires	Approfondissement des connaissances sur l'ensemble du cycle d'évaluation de la définition des besoins jusqu'au suivi des recommandations	Dès 2016 et tout au cours du plan

2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES

Les pistes de mutualisation des campagnes d'évaluations menées dans le cadre de ce programme seront systématiquement interrogées afin de considérer une vision consolidée des politiques menées et de l'impact des Fonds Européens Structurels et d'Investissement sur celles-ci. De plus, la mutualisation permettra à l'Autorité de Gestion d'optimiser les moyens mis à la disposition de l'évaluation, aussi bien humains que financiers.

L'AG a envisagé des pistes de mutualisation à plusieurs niveaux :

2.1. MUTUALISATION INTER-PROGRAMME PACA (FESI)

Les pistes de mutualisation inter-programmes gérés par la Région PACA concernent :

- Les effets de la mise en œuvre des priorités transversales : non-discrimination, égalité Homme/Femme, développement durable, rôle du partenariat.

2.2. MUTUALISATION AVEC AUTRES DEMARCHES EVALUATIVES EN REGION

La participation de l'IGAE à la gouvernance du plan et à sa mise en œuvre facilitera les synergies entre les évaluations des politiques publiques régionales et les évaluations FESI.

A titre d'exemple, il pourrait être envisagé des évaluations mutualisées entre Contrat de Plan Etat région (CPER) 2015-2020 et PO FEDER-FSE.

Des mutualisations avec des démarches d'évaluation de politiques publiques (par exemple l'évaluation de l'Agenda 21) ou de dispositifs spécifiques (par exemple la mise en œuvre du Service Public régional de l'Orientation qui comprend un volet évaluatif) seront étudiées.

2.3. MUTUALISATIONS PROGRAMMES D'AUTRES AG

Dans l'optique de concilier qualité des travaux et économie d'échelle, une mutualisation des travaux pourra être recherchée avec d'autres Autorités de Gestion nationales (et en particulier avec le PON FSE) ou européennes.

Dès lors que la situation le permettra, il sera proposé la mise en commun de certaines activités d'études, d'évaluations, de recherches méthodologiques, d'acquisition de données.

L'Autorité de gestion pourra, à ce titre, diffuser ses projets de travaux aux partenaires identifiés afin de rechercher des collaborations adaptées.

F – STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS

Les résultats des évaluations seront communiqués et discutés au Comité de suivi avec une proposition de plan d'action, en vue d'assurer la mise en œuvre des recommandations. Le suivi de cette mise en œuvre est assuré par le secrétariat technique.

Conformément aux exigences réglementaires²¹, les résultats des évaluations ainsi qu'une synthèse seront mis à disposition sur le site internet dans une rubrique dédiée. La synthèse des résultats de l'évaluation sera envoyée aux partenaires ainsi qu'aux directions des politiques publiques concernées. Une synthèse des résultats traduite de façon opérationnelle sera également adressée aux services instructeurs et animateurs.

Le cahier des charges, le budget, les méthodes utilisées ainsi que le rapport final de chaque évaluation seront transmis à la Commission européenne via SFC.

Les résultats des évaluations seront également mis en valeur à travers les opérations de communication, notamment celles à destination du grand public et des partenaires.

²¹ « Toutes les évaluations sont mises à disposition du public » Art. 54 du règlement commun (UE) 1303/2013

III – PROGRAMME D’ÉVALUATION

A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D’ÉVALUATION

Ce programme d’évaluation est organisé autour d’un objectif : la mesure de la performance du PO au regard de l’atteinte de ses objectifs. Dans ce but, la stratégie du programme d’évaluation s’organise en deux temps :

- une première période (2016-2018) tournée vers l’optimisation de la performance du PO et constituant une phase préparatoire à la mise en œuvre des évaluations d’impact
- une seconde période (2019-2022) consacrée aux évaluations d’impact.

a) La première période (2016-2018) s’organise autour de deux priorités :

1. L’optimisation de la performance du programme : les évaluations de mise en œuvre :

Les informations et appréciations fournies dans le RAMO renforcé de 2019, et portant sur l’année 2018, serviront de base à la revue de performance réalisée par la Commission européenne la même année. Cet examen portera sur l’atteinte des valeurs intermédiaires des indicateurs du cadre de performance définies dans le PO et rappelées en annexe de ce document²². Si celles-ci sont atteintes, l’AG aura alors accès à la réserve de performance du PO correspondant à 6% de son montant total.

Le programme d’évaluation doit donc contribuer à une mise en œuvre performante du programme dans l’optique de débloquer cette réserve de performance, mais également de motiver une révision du programme à mi-parcours si cela s’avère nécessaire. Cela se traduit dans le plan par la réalisation d’une évaluation de mise en œuvre par fonds.

Cela se traduit dans le plan par la réalisation d’une évaluation de mise en œuvre portant sur le bon déroulement du PO et relative aux critères d’efficacité et d’efficience des interventions mises en œuvre. Ces évaluations visent à repérer les dysfonctionnements et à apporter des pistes d’amélioration sur la mise en œuvre du programme opérationnel par l’AG. Elles poursuivront trois objectifs principaux :

- contribuer à la performance du PO régional dans l’optique de débloquer la réserve de performance
- motiver une révision à mi-parcours du PO si cela s’avère nécessaire
- contribuer à mettre en œuvre une organisation efficace, lisible et sécurisée du programme régional.

2. La préparation des évaluations d’impact :

Menés en parallèle, les travaux de préparation des évaluations d’impact sont essentiels à leur mise en œuvre. Les efforts du plan de formation pour la diffusion de la culture de l’évaluation des politiques publiques (voir partie II, D) porteront principalement sur cette période.

²² Voir annexe 2 – Cadre de performance

Les travaux de préparation méthodologique seront menés par le secrétariat technique et viseront à :

- **Définir le choix de la méthode d'évaluation d'impact et des outils qui en découleront :**

Il s'agira dans cette phase de veiller à la bonne préparation des évaluations d'impact en définissant notamment les termes de référence de l'évaluation ainsi que la méthodologie et les outils adaptés. La Commission européenne recommande deux principales approches méthodologiques pour la réalisation de ces évaluations :

- × Les évaluations d'impact basées sur la théorie : « Pourquoi et comment l'intervention fonctionne-t-elle ? »

Elles consistent à suivre chaque étape de la logique d'intervention (reconstituée grâce aux diagrammes logiques d'impact) afin de détecter les mécanismes de changement et les liens de causalité. Cette approche produit principalement une analyse qualitative des impacts. Elle est basée sur des approches telles que l'analyse des contributions, la revue de littérature, l'analyse de texte, les interviews, enquêtes, focus groupes et études de cas.

- × Les évaluations d'impact contrefactuelles : « L'intervention fonctionne-t-elle ? A qui profite-t-elle ? »

Ce type d'évaluation utilise un groupe « test » et nécessite que ce dernier soit crédible, donc constitué rigoureusement. Elle nécessite également un nombre de participants suffisamment grand pour que les résultats soient significatifs, et des données de qualité pour les deux groupes afin de pouvoir comparer les résultats. Dans tous les cas, les résultats de l'évaluation contrefactuelle devront être complétés par des méthodes qualitatives afin de comprendre les mécanismes qui ont mené aux impacts observés.

Le tableau suivant identifie les critères qui permettent de d'opter en faveur de l'une ou de l'autre des méthodes d'évaluation d'impact existantes. Pour une même évaluation, il est toutefois possible de combiner les deux méthodes.

	Méthode basée sur la théorie	Méthode contrefactuelle
Question posée par l'évaluation	<u>Comment le programme permet d'atteindre les effets attendus ?</u> → Repère les obstacles et leviers du fonctionnement du programme	<u>Est-ce que le programme délivre les effets attendus ?</u> → Fournit des indicateurs chiffrés de performance
La chaîne causale ...	est complexe (programme, politique)	est simple (projet, action)
Les facteurs contextuels...	jouent un rôle important dans la mise en œuvre, conditionnent la réussite ou peuvent causer l'échec de la politique	sont minimales et peuvent être contrôlés
Les impacts...	sont complexes, diffus	sont quantifiables
La situation contrefactuelle, c'est-à-dire sans intervention publique, est ...	difficile ou impossible à reconstituer : - le programme a déjà démarré, - et la reconstitution a posteriori d'une population de référence est impossible	observable : - le programme n'a pas commencé - ou la reconstitution a posteriori d'une population de référence est possible (différentes méthodes sont mobilisables)

- **Anticiper les besoins en données complémentaires, c'est-à-dire les données non suivies par l'Autorité de gestion, afin de s'assurer que celles-ci soient disponibles pour l'évaluation d'impact et sécuriser la collecte et les sources.**

Un travail de sécurisation des données sera mené. Il s'agira en premier lieu de garantir la qualité de collecte des données, puis dans un second temps, d'effectuer un recensement des besoins en données complémentaires.

L'objectif est d'anticiper les problématiques qui surviennent généralement lors de la mise en œuvre d'une évaluation d'impact afin que celles-ci soient :

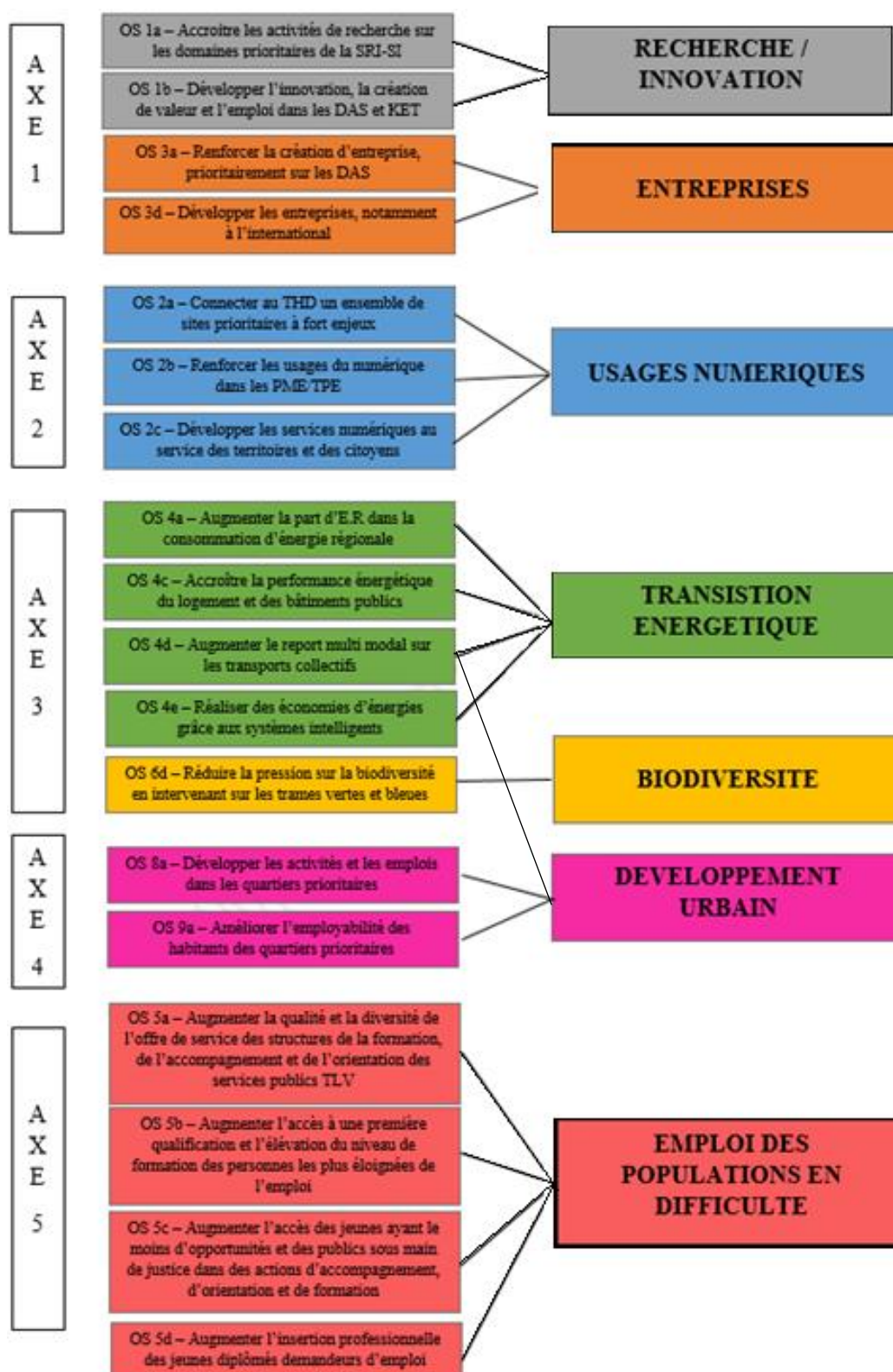
- × moins coûteuses : du fait de la disponibilité des données
- × moins longues : la seconde période concentrant 8 évaluations thématiques d'impact pour le seul PO FEDER-FSE, il s'agit d'optimiser le calendrier

- × plus robustes : la sécurisation des données et la préparation en amont doit permettre de renforcer la fiabilité des analyses

b) La seconde période (2019-2022) est consacrée aux évaluations thématiques d'impact.

Au vu de leur temporalité, les évaluations d'impact viseront principalement à interroger les résultats et les impacts à moyen terme du programme. Elles traiteront également des questions relatives la contribution de ce dernier aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020.

SCHEMA 4 - CORRESPONDANCE ENTRE LES EVALUATIONS THEMATIQUES ET LES OBJECTIFS STRATEGIQUES



B – FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES

1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 :

EVALUATION INTERMEDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE FEDER	
Objectifs spécifiques concernés	L'évaluation porte sur l'ensemble du volet FEDER du programme régional.
Contexte et enjeux	<p>Le programme d'évaluation de la première période, dans laquelle s'inscrit l'évaluation de mise en œuvre du FEDER, doit contribuer à une mise en œuvre performante des PO régionaux dans l'optique de débloquer la réserve de performance mais également de motiver une révision à mi-parcours des PO si cela s'avère nécessaire.</p> <p>L'étude vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'interroger sur la mise en œuvre du FEDER au regard des critères d'efficacité et d'efficience - repérer les bonnes pratiques ainsi que les dysfonctionnements - apporter des pistes d'améliorations opérationnelles sur la mise en œuvre du PO par l'Autorité de gestion.
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Question 0 – Bilan des réalisations et analyse de la dynamique de la programmation - Question 1 – Dans quelles mesures l'organisation et les outils mis en place par l'Autorité de Gestion à destination des porteurs de projets et des bénéficiaires contribuent-ils bien à la mise en œuvre efficace du Programme Opérationnel ? - Question 2 – Dans quelles mesures l'Autorité de Gestion peut-elle optimiser l'efficience des procédures mises en place lors de l'instruction des dossiers pour atteindre son objectif de programmation tout en conservant une maîtrise égale des risques ? - Question 3 – Dans quelles mesures le système de suivi permet-il d'appréhender les effets du PO (résultats et impacts) de manière fiable ?
Méthodologie / Travaux attendus	<p>Il est attendu du prestataire qu'il appuie ses réponses sur les données disponibles fournies, sur l'examen des outils de gestion et logiciels utilisés par l'Autorité de Gestion ainsi que des données complémentaires que le titulaire devra collecter au cours de la mission. Il est attendu que la méthodologie implique les parties prenantes.</p> <p>Pour chaque question évaluative posée, l'évaluation devra fournir une réponse claire et structurée ainsi que des recommandations opérationnelles visant à sécuriser l'autorité de gestion vis-à-vis de ses engagements en termes de cadre de performance.</p>
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données de description de la politique : PO FEDER-FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 ; Diagnostic Territorial Stratégique – Octobre 2012 - Autres documents : Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle du PO FEDER-FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 ; Stratégie de Communication ; Schémas Régionaux - Données de pilotage : Liste des appels à projets publiés ; Les réponses aux appels ; Rapport annuel de mise en œuvre 2016 - Travaux d'évaluation : Evaluation ex-ante du PO FEDER-FSE 2014-2020 ; Evaluation environnementale et stratégique du PO FEDER-FSE 2014-2020 ; Evaluation à mi-parcours du PO FEDER et du CPER 2007-2013 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Octobre 2010 Evaluation de la pertinence des objectifs du PO FEDER et du CPER Provence-Alpes-Côte d'Azur 2007-2013 au regard de la crise économique et des enjeux environnementaux – Mai 2010 ; Evaluation ex-ante sur les instruments financiers du PO FEDER-FSE 2014-2020 ; Evaluations ex-post 2007-2013 menées par la Commission Européenne - Guidances de la commission européenne - Entretiens à mener auprès des parties prenantes (données à récolter par le prestataire)
Calendrier / Durée de réalisation des travaux	2017 ; 9 mois
Budget indicatif	100 000 € HT

EVALUATION INTERMEDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE FSE	
Objectifs spécifiques concernés	L'évaluation porte sur l'ensemble du volet FSE du programme régional.
Contexte et enjeux	<p>Le programme d'évaluation de la première période, dans laquelle s'inscrit l'évaluation de mise en œuvre du FSE, doit contribuer à une mise en œuvre performante des PO régionaux dans l'optique de débloquer la réserve de performance mais également de motiver une révision à mi-parcours des PO si cela s'avère nécessaire.</p> <p>L'étude vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'interroger sur la mise en œuvre du FSE au regard des critères d'efficacité et d'efficience - repérer les bonnes pratiques ainsi que les dysfonctionnements - apporter des pistes d'améliorations opérationnelles sur la mise en œuvre du PO par l'Autorité de gestion.
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Question 0 – Bilan des réalisations - Question 1 – Comment la Région pourrait-elle mieux mobiliser les porteurs de projets autour du PO Régional et mieux mobiliser le PO sur les politiques régionales ? - Question 2 – Comment l'autorité de gestion pourrait-elle mieux accompagner les bénéficiaires du FSE pour anticiper les freins à la certification repérés en amont et en aval de la programmation ? - Question 3 – Dans quelles mesures le système de suivi permet-il d'appréhender les effets du PO (résultats et impacts) de manière fiable ?
Méthodologie / Travaux attendus	<p>Il est attendu du prestataire qu'il appuie ses réponses sur les données disponibles fournies, sur l'examen des outils de gestion et logiciels utilisés par l'Autorité de Gestion ainsi que des données complémentaire que le titulaire devra collecter au cours de la mission. Il est attendu que la méthodologie implique les parties prenantes.</p> <p>Pour chaque question évaluative posée, l'évaluation devra fournir une réponse claire et structurée ainsi que des recommandations opérationnelles visant à sécuriser l'autorité de gestion vis-à-vis de ses engagements en termes de cadre de performance. Le prestataire pourra également appuyer sa méthodologie par une analyse type benchmark.</p>
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données de description de la politique : PO FEDER-FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 ; Diagnostic Territorial Stratégique – Octobre 2012 - Autres documents : Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle du PO FEDER-FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 ; Stratégie de Communication ; - Données de pilotage : Liste des appels à projets publiés ; Les réponses aux appels ; Rapport annuel de mise en œuvre 2016 ; Données participants brutes - Travaux d'évaluation : Evaluation ex-ante du PO FEDER-FSE 2014-2020 ; Evaluation environnementale et stratégique du PO FEDER-FSE 2014-2020 ; Rapports annuels d'évaluation produits sur la programmation 2007-2013 (nationales) ; Evaluations menées sur la période de programmation 2007-2013 (nationales) ; Evaluations ex-post 2007-2013 menées par la Commission Européenne - Guidances de la commission européenne - Entretiens à mener auprès des parties prenantes (données à récolter par le prestataire)
Calendrier / Durée de réalisation des travaux	2017 ; 9 mois
Budget indicatif	84 000 € HT

2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :

RECHERCHE & INNOVATION	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 1 : INNOVATION, RECHERCHE, PME OS 1a : Accroître les activités de recherche sur les domaines prioritaires de la SRI-SI OS 1b : Développer l'innovation, la création de valeur et l'emploi dans les domaines d'Activités stratégiques (DAS) et par les technologies génériques clefs (KETs)
Contexte et enjeux	<p>Malgré l'excellence de la recherche académique en PACA, 3^e région nationale en termes de publications (8% des publications scientifiques nationales en 2009), plusieurs éléments justifient l'intervention du PO FEDER-FSE dans le domaine de la recherche et l'innovation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La faible attractivité de la recherche du fait du manque de lisibilité et de la dispersion thématique et géographique de la recherche en PACA - La faiblesse des dépenses de recherche, notamment dans le secteur privé : la région PACA se situe au 9^e rang national en termes de dépenses de recherche des entreprises rapportées au PIB, les entreprises ne contribuant qu'à 55% des dépenses de R&D en PACA contre 64% au niveau national - Les difficultés de la transition entre la recherche et la mise sur le marché : le nombre de brevets déposés est relativement bas au regard du positionnement de la Région en termes de R&D : 5% de la part nationale seulement en 2010 (avec 699 brevets déposés sur 12 889 brevets déposés en France). <p>Il a été choisi plus particulièrement de concentrer les interventions dans des domaines particulièrement porteurs de croissance en Région PACA (les DAS et les KETS identifiés dans la SRI) afin d'avoir un effet significatif sur la compétitivité des entreprises, la création de richesse et d'emplois.</p> <p>Les évaluations d'impact menées dans ce cadre portent donc sur la contribution du Programme Opérationnel à l'accroissement des activités de recherche et d'innovation dans les DAS et les KETS.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme dans le domaine de la recherche, et de l'innovation - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Maintien et renforcement de l'avance des équipes d'excellence en région _ Renforcement de la recherche dans des domaines scientifiques particuliers indispensables pour le ressourcement de certains DAS _ Renforcement de la R&D dans les entreprises _ Renforcement de la position concurrentielle des entreprises sur les marchés porteurs des DAS
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - En quoi les interventions du PO ont-elles contribué au développement de la R&I dans les DAS par rapport à d'autres secteurs d'activité ? - Lien Recherche – Innovation : Dans quelle mesure les interventions du PO au niveau de la recherche dans les DAS et KETS ont-elles entraîné une amélioration de la mise sur le marché ? - Comparaison des interventions selon les DAS : Dans quel DAS les interventions ont-elles permis d'obtenir les meilleurs résultats en matière de recherche et d'innovation ? - Dans quelle mesure les interventions du PO à l'accroissement des activités de recherche et d'innovation ont-elles contribué à l'augmentation de la Valeur ajoutée dans les DAS ? - Dans quelle mesure le PO a-t-il contribué au renforcement de l'attractivité du territoire de la région, notamment auprès des chercheurs étrangers ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Enquêtes /études de cas auprès des entreprises - Enquêtes auprès des organismes de recherche - Enquêtes auprès des chercheurs accueillis
Calendrier	2021
Budget indicatif	100 k€

ENTREPRISES	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 1 : INNOVATION, RECHERCHE, PME OS 3a : Renforcer la création d'entreprises, prioritairement sur les Domaines d'Activités Stratégiques OS 3d : Développer les entreprises, notamment à l'international
Contexte et enjeux	<p>Le taux de création d'entreprises est important en PACA, la région se situant au 2^e rang national en la matière. Cependant, ce taux masque des disparités importantes selon les secteurs d'activité. En outre, la Région PACA est constituée à 90% de TPE/PME, dont la capacité à l'internationalisation est faible pour la plupart. Enfin, le taux de survie à 3 ans des entreprises en PACA est faible également (65,2% contre 65,8% au niveau national en 2011 selon l'INSEE).</p> <p>Les difficultés en matière de création d'entreprises dans certains secteurs, le faible degré d'internationalisation des PME qui constituent une part importante de l'activité économique en PACA, ainsi que les difficultés qu'ont les entreprises à se maintenir après la création, ont amené la Région PACA à privilégier ces différentes dimensions dans la stratégie du PO en faveur des entreprises. Plus particulièrement, la faible proportion d'entreprises dans les secteurs porteurs de croissance (DAS) identifiés dans la SRI conduit la Région à se focaliser principalement sur ces secteurs, afin de soutenir l'activité et l'emploi.</p> <p>Cette évaluation vise donc à identifier la contribution du PO à la création d'entreprises dans les DAS et à leur développement, notamment à l'international.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme pour accroître la compétitivité des entreprises - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Maintien de la forte dynamique de création d'entreprises _ Augmentation du taux de survie des entreprises _ Augmentation de la présence à l'international des entreprises innovantes
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle a été la contribution des interventions à la création d'entreprises dans les DAS par rapport à la création d'entreprises dans d'autres secteurs d'activité ? - Dans quelle mesure le PO a-t-il contribué à l'internationalisation des entreprises ? - Comparaison des résultats obtenus selon les secteurs d'activités : Création d'entreprises dans quel(s) secteur(s) en majorité et pourquoi ? Développement à l'international principalement dans quel(s) secteur(s) et pourquoi ? - Quel a été l'impact du développement à l'international des entreprises soutenues par le PO sur leurs résultats économiques ? - Quel a été l'impact respectif des interventions sur la création d'entreprises et sur leur développement à l'international selon les dispositifs (subventions VS instruments financiers) ? - Quels ont été les impacts des interventions en matière de création d'entreprises/développement à l'international sur l'emploi ? (non seulement quantitatif mais aussi sur les types d'emploi créés, la pérennité des emplois créés...)
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Enquêtes auprès des entreprises - Enquêtes auprès des incubateurs/pépinières/hôtels d'entreprises
Calendrier	2020
Budget indicatif	100 k€

USAGES NUMERIQUES	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 2 : DEVELOPPER L'ECONOMIE ET LES SERVICES NUMERIQUES OS 2a : Connecter au Très haut débit un ensemble de sites prioritaires à forts enjeux OS 2b : Renforcer les usages du numérique dans les PME/TPE OS 2c : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens
Contexte et enjeux	<p>La Région PACA est caractérisée par une dichotomie entre le littoral et l'arrière-pays sur le plan de la population et des activités économiques. Celle-ci se retrouve également au niveau de la couverture Très Haut Débit dans une certaine mesure : sur 19% de sites publics, 24% des logements et 24% des entreprises de la région PACA, le déploiement du THD ne sera pas réalisé par les opérateurs privés. Or, le raccordement au THD est un élément central d'attractivité pour ces sites, et un facteur clé permettant le développement économique.</p> <p>Outre ce constat, la Région est fortement positionnée sur la filière numérique, celle-ci représentant en 2013 jusqu'à 77 000 emplois dans la région en associant les activités liées (selon le rapport « Panorama des Filières TIC » réalisé par la MDER), et disposant d'un potentiel important de création d'emplois.</p> <p>Les technologies numériques sont enfin un catalyseur d'innovations dans les entreprises et peuvent ainsi renforcer leur compétitivité, notamment au niveau des PME. Elles peuvent avoir également un impact important sur l'action territoriale, principalement dans le cadre des « Villes intelligentes ».</p> <p>Ces éléments justifient l'intervention des fonds FEDER sur ces différentes thématiques en région PACA.</p> <p>Cette évaluation portera sur la contribution du programme opérationnel au développement de l'économie numérique dans la Région, en matière de couverture THD, de développement des usages numériques dans les PME et de développement des services numériques dans les territoires.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme dans ces domaines - Sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Augmentation du nombre de sites prioritaires raccordés au très haut débit _ Renforcement des usages avancés du numérique dans les PME/TPE régionales _ Développement des services numériques à l'attention des citoyens
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure le PO a-t-il contribué au développement des services numériques dans les PME ? - Dans quelle mesure le PO a-t-il contribué au développement des services numériques dans les territoires ? - Quel a été l'impact du raccordement au THD des sites prioritaires sur le développement des usages numériques ? En matière d'attractivité des sites/ de développement économique des sites ? - Quels ont été les impacts du développement d'usages avancés du numérique dans les PME sur leur niveau d'innovation/productivité/compétitivité ? - Evaluation de la perception des habitants : Quels ont été les impacts du développement de nouveaux services numériques dans les territoires sur le quotidien des habitants ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Enquêtes auprès des entreprises bénéficiaires des usages développés - Enquêtes auprès des usagers des services développés dans les collectivités
Calendrier	2019
Budget indicatif	80 k€

TRANSITION ENERGETIQUE	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 3 : TRANSITION ENERGETIQUE ET VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES OS 4a : Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale OS 4c : Accroître la performance énergétique du logement et des bâtiments publics OS 4d : Réaliser des économies d'énergies grâce aux systèmes intelligents OS 4e : Augmenter le report modal sur les transports collectifs
Contexte et enjeux	<p>La région PACA souffre encore d'un grand déficit en matière de réduction des émissions de CO2 et d'atteinte des objectifs européens et internationaux en la matière. Les émissions régionales de CO2 par habitant sont supérieures à la moyenne nationale de 23%.</p> <p>L'énergie produite sur le territoire, quoique principalement d'origine renouvelable ne couvre que 10% de la consommation énergétique régionale, rendant la région fortement dépendante des importations d'énergie alors même que le potentiel existe mais est sous exploité en matière de sources d'énergies alternatives.</p> <p>Par ailleurs, l'énergie est un facteur de précarité qui touche les couches sociales les plus défavorisées de la population régionale, dont une part très importante vit sous le seuil de pauvreté. 700 000 personnes sont en effet aujourd'hui concernées par la question de la précarité énergétique en Provence Alpes Côte d'Azur. La demande énergétique est renforcée par l'existence d'un bâti particulièrement consommateur en énergie qui est à l'origine de 31% de la consommation d'énergie en PACA et par une offre de transport qui concoure pour sa part à plus de 27% de la consommation d'énergie.</p> <p>La région a pourtant un potentiel réel, mais sous-exploité, en matière de sources d'énergies alternatives.</p> <p>Cette évaluation vise donc à identifier la contribution du PO à la transition énergétique.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme dans le domaine de l'efficacité énergétique - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie régionale _ Diminution de la consommation d'énergie dans les secteurs du logement et du tertiaire public _ Réduction de la précarité énergétique, notamment pour les populations les plus modestes _ Augmentation des économies d'énergies réalisées grâce à la connexion des ménages à des réseaux intelligents _ Amélioration de l'efficacité des transports collectifs dans les zones urbaines en facilitant les pratiques intermodales
Questions évaluatives	<p>Dans quelle mesure le programme opérationnel FEDER a-t-il contribué à la transition énergétique au niveau régional ?</p> <p>De manière plus spécifique, dans quelle mesure le FEDER a-t-il contribué à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accroître la production des énergies renouvelables ? - accroître l'efficacité énergétique des logements et des bâtiments publics ? - accroître une meilleure gestion de l'énergie ? - accroître les modes de déplacements en transports en commun ? <p>Quels sont les facteurs les plus pertinents ayant favorisé ou freiné l'atteinte des résultats inscrits dans le PO ?</p>
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) - Enquêtes auprès des collectivités - Enquêtes auprès des usagers
Calendrier	2021
Budget indicatif	100 k€

BIODIVERSITE	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 3 : TRANSITION ENERGETIQUE ET VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES OS 6d : Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues
Contexte et enjeux	<p>Grâce notamment à son climat et la variété de ses paysages, la Région PACA est la plus riche de métropole en termes de biodiversité, on y répertorie par exemple plus de 2/3 des espèces végétales françaises.</p> <p>Cette situation est menacée car la région doit également faire face à d'importantes mutations depuis 30 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fragmentation des espaces naturels - forte urbanisation - réduction des surfaces agricoles - aménagements des cours d'eau (production électrique, irrigation) - pollutions diverses <p>Le FEDER vise à favoriser les projets développant des solutions pour protéger cette biodiversité exceptionnelle par des actions limitant l'impact de l'urbanisation et de l'artificialisation des milieux, notamment en reconnectant les continuités écologiques.</p> <p>Cette évaluation vise donc à identifier la contribution du PO à la protection de la biodiversité.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme sur la biodiversité - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Réduction de la pression sur la biodiversité _ Diminution des surfaces artificialisées _ Limitation des pertes d'infiltration des eaux et d'augmentation des vitesses d'écoulement
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelles mesures le programme a-t-il permis de limiter la fragmentation des espaces naturels par la restauration de continuités écologiques ? - Dans quelles mesures le programme a-t-il permis d'améliorer des milieux naturels favorables au développement de la biodiversité (zones humides, cours d'eau...) par des actions de restauration et de préservation ? - En dépit du fait que les processus écologiques peuvent être très longs, des impacts sur la biodiversité ont-ils pu déjà être mis en évidence par les bénéficiaires dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) - Schéma d'Orientations pour une utilisation raisonnée et solidaire de la ressource en eau (SOURCE) - Enquêtes auprès des bénéficiaires
Calendrier	2020
Budget indicatif	40 k€

DEVELOPPEMENT URBAIN	
Objectifs spécifiques concernés	Axe 4: INCLUSION SOCIALE PAR L'EMPLOI OS 8a: Développer les activités et les emplois dans les quartiers prioritaires OS 9a: Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires
Contexte et enjeux	<p>La région PACA compte près de 140 quartiers inscrits à la géographie de la politique de la ville (Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014), soit la deuxième plus forte densité de France. Ces territoires sont caractérisés par une population jeune, sans emploi, des familles monoparentales et une très grande précarité économique avec un revenu médian jusqu'à deux fois plus faible que la moyenne des communes concernées. Le taux d'activité y est très largement inférieur à la moyenne régionale et le taux de chômage dépasse parfois 40%.</p> <p>Dans ces conditions, l'évaluation doit permettre de mesurer en quoi l'intervention du FEDER a permis d'inscrire les quartiers et ses habitants dans une dynamique positive d'intégration économique et sociale, en particulier par la réduction du taux de chômage.</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	Développement d'activités et d'emplois durable dans les quartiers prioritaires _ Diminution du taux de chômage dans les agglomérations _ Augmentation du niveau d'équipement des agglomérations
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure le PO a-t-il contribué à la création d'activités et d'emplois dans les quartiers prioritaires ? - Quel impact/quelle part représentent les opérations cofinancées dans la réduction du taux de chômage des habitants des quartiers prioritaires ? - De quelle nature a été la contribution du programme à l'amélioration de l'attractivité des quartiers prioritaires ? - Comment la création d'infrastructures sanitaires et sociales a-t-elle permis d'augmenter l'employabilité et l'insertion socio-économiques des habitants des quartiers prioritaires ? - L'accès à l'emploi des habitants des quartiers a-t-il été durable et de qualité ? - Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'améliorer l'image des quartiers et de ses habitants ? - Quelle a été la contribution du FEDER au logement des communautés marginalisées sur le territoire régional ? - Quelles synergies ont été mises en œuvre entre les actions au titre du FEDER et les autres programmes de renouvellement urbain (PNRU/PNRQAD, PIA, PLU...) ? <p>L'accès au logement des communautés marginalisées a-t-il contribué à leur insertion socio-économique dans la durée ?</p>
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE - Enquête auprès des entreprises - Enquêtes auprès des habitants
Calendrier	2020
Budget indicatif	50 k€

EMPLOI DES POPULATIONS EN DIFFICULTE	
Objectifs spécifiques concernés	<p>Axe 5: INVESTIR DANS LES COMPETENCES, L'EDUCATION ET LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE</p> <p>OS 5a : Augmenter la qualité et la diversité de l'offre de service des structures de la formation, de l'accompagnement et de l'orientation au service de publics tout au long de la vie</p> <p>OS 5b : Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi</p> <p>OS 5c : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans des actions d'accompagnement, d'orientation et de formation</p> <p>OS 5d : Augmenter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés demandeurs d'emploi.</p>
Contexte et enjeux	<p>La région PACA est marquée par un taux de chômage structurellement supérieur de 1.5 à 2 points à la moyenne nationale et par des inégalités sociales parmi les plus élevées en France.</p> <p>Les plus touchés sont les jeunes sans qualification (39,4% de la population active en PACA contre 38,5% en France), les chômeurs de longue durée et les seniors. Quel que soit l'âge, le taux d'activité en PACA est plus faible qu'au niveau national : parmi les personnes âgées de 50 à 64 ans, 55% sont actives en région, contre 57% en France. Aussi est-il essentiel de permettre aux personnes en difficultés, quel que soit leur âge, de bénéficier d'un service d'orientation performant et de pouvoir élever son niveau de qualification.</p> <p>L'évaluation vise à mesurer l'impact du PO sur l'offre régionale d'orientation et de formation. Dans quelle mesure les actions soutenues ont-elles contribué à renforcer le service public régional de l'orientation et l'offre de formation ?</p> <p>Il s'agira en particulier d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficacité du programme - sa contribution aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020
Principaux résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> _ Amélioration de la lisibilité et de l'accessibilité de l'offre de formation tout au long de la vie _ Création du Service public régional d'orientation _ Amélioration de la professionnalisation des acteurs _ Augmentation de la part des niveaux V en formation _ Augmentation de la part des personnes sans qualification en formation _ Augmentation du nombre de jeunes diplômés en difficulté d'insertion professionnelle accédant à un premier emploi
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à améliorer le niveau de formation et l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi ? - Dans quelle mesure le FSE a-t-il permis/soutenu le déploiement du SPRO en cohérence avec la loi relative à la formation professionnelle du 05 mars 2014 ? - Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré la qualité du SPRO (satisfaction des usagers, professionnalisation des acteurs et participation à un programme global innovant) ? - Dans quelle mesure l'intervention du FSE a-t-elle permis l'augmentation du nombre de personnes les plus éloignées de l'emploi (dont jeunes sous-main de justice) obtenant une qualification ? - Ces actions ont-elles contribué à l'amélioration de la situation des personnes sur le marché de l'emploi, en particulier l'obtention d'un emploi durable et de qualité ? - Dans quelle mesure l'intervention du FSE a-t-elle permis d'augmenter la qualité de l'offre de formation régionale (satisfaction des publics, sorties positives) ? - L'intervention du programme a-t-elle permis de couvrir l'intégralité/de manière équilibrée le territoire régional ? - Dans quelle mesure les actions soutenues ont-elles permis à des jeunes diplômés d'accéder à un premier emploi ? - Cet emploi était-il conforme au niveau de qualification, au domaine d'étude de l'étudiant, durable et de qualité ?
Méthodologie	Méthode contrefactuelle et/ou basée sur la théorie suivant les données disponibles
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Données SYNERGIE sur le suivi des participants aux opérations FSE - Questionnaires suivi des participants (entrée, sortie et 6 mois après) - Données des PRF et du PTFQ
Calendrier	2020
Budget indicatif	100 k€

C – BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel du plan d'évaluation ci-dessous n'inclut ni la formation ni la communication qui sont intégrées dans des budgets propres.

EVALUATIONS	MONTANT ESTIMATIF TTC en K€
Evaluation de mise en œuvre FEDER	120
Total période 2015-2018	120
Evaluation d'impact thématique "Recherche & Innovation" (RI)	100
Evaluation d'impact thématique "Entreprises" (E)	100
Evaluation d'impact thématique "Usages Numériques" (UN)	80
Evaluation d'impact thématique "Transition Energétique" (TE)	100
Evaluation d'impact thématique "Biodiversité" (B)	40
Evaluation d'impact thématique "Développement urbain" (DU)	50
Total période 2019-2022	470
TOTAL FEDER	590
Evaluation de mise en œuvre FSE	100
Total période 2015-2018	100
Evaluation d'impact thématique "Emploi pour les Populations en Difficulté" (EPD)	100
Total période 2019-2022	100
TOTAL FSE	200
TOTAL PO FEDER-FSE	790

D – PLANNING PREVISIONNEL

		2016				2017				2018				2019				2020				2021				2022			
2016 - 2018	Evaluation de mise en œuvre FEDER																												
	Evaluation de mise en œuvre FSE																												
2019 - 2023	Evaluation thématique RI																												
	Evaluation thématique E																												
	Evaluation thématique TE																												
	Evaluation thématique RI																												
	Evaluation thématique UN																												
	Evaluation thématique B																												
	Evaluation thématique DU																												

LEGENDE

Travail interne	
Phase préparatoire, rédaction cahier des charges	
Lancement de l'appel d'offre, réception et sélection du prestataire	
Réalisation des travaux d'évaluation par le prestataire	
Diffusion des résultats, conception d'un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations	

IV – ANNEXES

ANNEXE 1 – PLAN DES INDICATEURS DU PO FEDER FSE

INDICATEURS DE RÉALISATION

AXE PRIO RITAI RE	PRIORITE D'INVESTISSEMENT	INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS & SPECIFIQUES PAR PI	Unité mesure	FONDS	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
					T		
1	1a - AMELIORER LES INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION (R&I) ET LES CAPACITES A DEVELOPPER L'EXCELLENCE EN R&I ET FAIRE LA PROMOTION DES CENTRES DE COMPETENCE, EN PARTICULIER DANS LES DOMAINES PRESENTANT UN INTERET EUROPEEN	CO24 - R&I : NB DE NOUVEAUX CHERCHEURS DANS LES ENTITES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN	ETP	FEDER	15	Conseil Régional	Annuelle
		CO25 - R&I : NB DE CHERCHEURS TRAVAILLANT DANS DES STRUCTURES DE RECHERCHE AMELIOREES	ETP	FEDER	50	Conseil Régional	Annuelle
		IR1a - NB D'INFRASTRUCTURES DEVELOPPEES OU EQUIPEES SOUTENUE	Infrastructure	FEDER	6	Conseil Régional	Annuelle
	1b - FAVORISER LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DANS LA R&I EN DEVELOPPANT DES LIENS ET DES SYNERGIES ENTRE LES ENTREPRISES, LES CENTRES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ET LE SECTEUR DE	CO01- IP : NOMBRE D'ENTREPRISES BÉNÉFICIANT D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	80	Conseil Régional	Annuelle
		CO27 - R&I : INVESTISSEMENTS PRIVES COMPLETANT UN SOUTIEN PUBLIC AUX PROJETS DANS LES	Euros	FEDER	35 000 000	Conseil Régional	Annuelle

	L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FAVORISANT (...)	DOMAINES DE L'INNOVATION OU DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT					
		CO29 - R&I : NB D'ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN POUR INTRODUIRE DES PRODUITS NOUVEAUX POUR L'ENTREPRISE	Entreprises	FEDER	30	Conseil Régional	Annuelle
	3a - FAVORISER L'ESPRIT D'ENTREPRISE, EN PARTICULIER EN FACILITANT L'EXPLOITATION ECONOMIQUE D'IDEES NOUVELLES ET EN STIMULANT LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES, Yc/ PAR LE BIAIS DES PEPINIERES D'ENTREPRISES	CO01- IP : NOMBRE D'ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	856	Conseil Régional	Annuelle
		CO03 - IP : NB D'ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN FINANCIER AUTRE QUE DES SUBVENTIONS	Entreprises	FEDER	840	Conseil Régional	Annuelle
		CO07 - IP : INVESTISSEMENT PRIVES COMPLETANT UN SOUTIEN PUBLIC AUX ENTREPRISES (HORS SUBVENTIONS)	Euros	FEDER	4 000 000	Conseil Régional	Annuelle
		CO08 - IP : AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN	ETP	FEDER	150	Conseil Régional	Annuelle
	3d - SOUTENIR LA CAPACITE DES PME A CROITRE SUR LES MARCHES REGIONAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX AINSI QU'A S'ENGAGER DANS LE PROCESSUS D'INNOVATION	CO01- IP : NOMBRE D'ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	600	Conseil Régional	Annuelle
		CO03 - IP : NB D'ENTREPRISES BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN FINANCIER AUTRE QUE DES SUBVENTIONS	Entreprises	FEDER	500	Conseil Régional	Annuelle
		CO07 - IP : INVESTISSEMENT PRIVES COMPLETANT UN SOUTIEN PUBLIC AUX ENTREPRISES (HORS SUBVENTIONS)	Euros	FEDER	15 000 000	Conseil Régional	Annuelle

		CO08 - IP : AUGMENTATION DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES BENEFICIAANT D'UN SOUTIEN	ETP	FEDER	150	Conseil Régional	Annuelle
		CO04 - IP : NB ENTREPRISES BENEFICIAANT D'UN SOUTIEN NON FINANCIER	Entreprises	FEDER	300	Conseil Régional	Annuelle
2	2a - ETENDRE LE DEPLOIEMENT DE LA LARGE BANDE ET LA DIFFUSION DE RESEAUX A GRANDE VITESSE ET SOUTENIR L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES ET RESEAUX EMERGENTS POUR L'ECONOMIE NUMERIQUE	CO10 - INFRASTRUCTURES TIC : MENAGES SUPPLEMENTAIRES BENEFICIAANT D'UN ACCES A LARGE BANDE D'AU MOINS 30 Mbps	Ménages	FEDER	100 000	Conseil Régional	Annuelle
		IR2a - NB DE PRISES FTTH FINANCEES POUR LES TERRITOIRES CONCERNES PAR LE DEPLOIEMENT PUBLIC	Priises FTTH	FEDER	310 000	Conseil Régional	Annuelle
	2b - DEVELOPPER DES PRODUITS ET DES SERVICES TIC, LE COMMERCE EN LIGNE, ET AMELIORER LA DEMANDE TIC	CO01- IP : NOMBRE D'ENTREPRISES BENEFICIAANT D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	80	Conseil Régional	Annuelle
	2c - RENFORCER LES APPLICATIONS TIC DANS LES DOMAINES DE L'ADMINISTRATION EN LIGNE, DE L'APPRENTISSAGE EN LIGNE, DE L'INTEGRATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, DE LA CULTURE EN LIGNE ET DE LA SANTE EN LIGNE (TELESANTE)	IR2c - NB DE NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES NUMERIQUES REALISES OU AMELIORES	Nouveaux produits ou services	FEDER	35	Conseil Régional	Annuelle
3	4a -FAVORISER LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'ENERGIE PROVENANT DE SOURCES RENOUVELABLES	CO30 - Energies renouvelables (ER) : CAPACITES SUPPLEMENTAIRES DE PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLES	MW	FEDER	80	Suivi des projets dans le PO (synergie) et via l'Observatoire de l'énergie	Annuelle

	CO34 - Reduction des Emissions de Gaz a Effet de Serre (REGES): DIMINUTION ANNUELLE ESTIMEE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	Tonnes de CO2eq	FEDER	39 000	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
4c - SOUTENIR L'EFFICACITE ENERGETIQUE, LA GESTION INTELLIGENTE DE L'ENERGIE ET L'UTILISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES Y COMPRIS DANS LES BATIMENTS PUBLICS ET DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT	CO31 - Efficacité Energétique (EE) : NB DE MENAGES DONT LE CLASSEMENT EN MATIERE DE CONSOMMATION ENERGETIQUE S'EST AMELIORE	Ménages	FEDER	5000	Suivi des projets dans le PO via synergie et CERC PACA	Annuelle
	CO32 - EE : DIMINUTION DE LA CONSOMMATION ANNUELLE D'ENERGIE PRIMAIRE DES BATIMENTS	kWh/an	FEDER	17 000 000	Suivi des projets dans le PO via synergie et CERC PACA	Annuelle
	CO34 - (REGES): DIMINUTION ANNUELLE ESTIMEE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	Tonnes de CO2eq	FEDER	8 130	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
4d -DEVELOPPER ET METTRE EN ŒUVRE DES SYTEMES DE DISTRIBUTION INTELLIGENTS QUI FONCTIONNENT A BASSE ET MOYENNE TENSION	CO33 - EE : NB UTILISATEURS D'ENERGIE SUPPLEMENTAIRE CONNECTES A DES RESEAUX INTELLIGENTS	Utilisateurs	FEDER	10 000	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
4e - FAVORISER LES STRATEGIES URABINES DE DEVELOPPEMENT A FAIBLE EMISSION DE CARBONE POUR TOUS LES TYPES DE TERRITOIRES, EN PARTICULIER LES ZONES URBAINES, Y COMPRIS LA PROMOTION D'UNE MOBILITE URBAINE MUTLIMODALE DURABLE ET DES MESURES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DESTINEES A L'ATTENUER	CO12 - Chemin de fer (CF) : LONGUEUR TOTALE DES LIGNE FERROVIAIRES RECONSTRUITES OU MODERNISEES	KM	FEDER	25	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
	CO34 - (REGES): DIMINUTION ANNUELLE ESTIMEE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	Tonnes de CO2eq	FEDER	18 252	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle

4		IR4e3 - NB DE GARES (FERROVIAIRES OU ROUTIERE) AMENAGEES EN POLE D'ECHANGES	Pôles d'échanges	FEDER	10	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
		IR4e4 - NOMBRE DE SERVICES DE DEPLACEMENT ALTERNATIFS AMELIORES OU CREES DANS LES QUARTIERS SENSIBLES	Services de déplacement alternatifs	FEDER	5	Suivi des projets dans le PO via synergie	Annuelle
	6d - PROTEGER ET RESTAURER LA BIODIVERSITE ET LES SOLS ET FAVORISER LES SERVICES LIES AUX ECOSYSTEMES, Y COMPRIS AU MOYEN DE NATURA 2000	IR6d1 - OUVRAGE DE RESTAURATION DE CONTINUITE	Ouvrage	FEDER	15	DREAL ; CR	Annuelle
		IR6d2 - LINEAIRE DE COURS D'EAU RESTAURE	KM	FEDER	200	Source DCE SDAGE	Annuelle
	8a - SOUTENIR LA CREATION DE PEPINIERES D'ENTREPRISES AINSI QUE LES AIDES A L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES INDEPENDANTS, DES MICROENTREPRISES ET DE LA CREATION D'ENTREPRISE	CO01- IP : NOMBRE D'ENTREPRISES BENEFICIAINT D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	150	Service des agglomérations	Annuelle
		IR8a - ESPACES BÂTIS CONSTRUITS OU REHABILITES A DES FINS D'ACTIVITES ECONOMIQUES	M²	FEDER	4 200	Service économique des agglomérations	Annuelle
	9a - INVESTIR DANS DES INFRASTRUCTURES SOCIALES ET SANITAIRES CONTRIBUANT AU DEVELOPPEMENT NATIONAL, REGIONAL, LOCAL, REDUIRE LES INEGALITES SUR LE PLAN DE L'ETAT DE SANTE, FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE PAR UN ACCES AMELIORE AUX SERVICES SOCIAUX, CULTURELS E RECREATIFS ET LE PASSAGE DE SERVICES INSTITUTIONNELS A DES SERVICES DE PROXIMITE	CO37- Développement Urbain (DU) : POPULATION VIVANT DANS DES ZONES BENEFICIAINT DE STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT URBAIN INTEGREES	Personnes	FEDER	104 000	Services politique de la ville des agglomérations	Annuelle
		IR9a - ESPACES BATIS CONSTRUITS OU REHABILITES A DES FINS DE SERVICE SOCIAUX	M²	FEDER	4 000	Services politique de la ville des agglomérations	Annuelle

5	10 iii - UNE MEILLEURE EGALITE D'ACCES A L'APPRENTISSAGE TLV POUR TOUTES LES CATEGORIES D'AGES DANS UN ACDRE FORMEL, NON FORMEL OU INFORMEL, LA MISE A NIVEAU DES SAVOIRS , DES APTITUDES ET DES COMPETENCES DE LA MAIN D'ŒUVRE ET LA PROMOTION DE PARCOURS D'APPRENTISSAGE SOUPLES PASSANT NOTAMMENT PAR UNE ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET LA VALIDATION DES COMPETENCES ACQUISES	CO04 - Personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	Nombre	FSE	275	Suivi partenarial Région / PJJ	Annuelle
		CO06 - Moins de 25 ans	Nombre	FSE	5000	Suivi interne Région	Annuelle
		CO09 - Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2)	Nombre	FSE	1400	Suivi interne Région	Annuelle
		CO10 - Titulaires d'un diplôme de deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement post secondaire non supérieur (CITE 4)	Nombre	FSE	4200	Suivi interne Région	Annuelle
		CO15 - Migrants, participants d'origine étrangère, minorités (y compris les communautés marginalisées telles que les Roms)	Nombre	FSE	205	Suivi partenarial Région / PJJ	Annuelle
		CO22 - Nb de projets ciblés sur les administrations ou les services publics aux niveaux national, régional ou local	Nombre	FSE	5	Suivi interne Région	Annuelle
		IR101 - Nombre de professionnels formés	Personnes	FSE	4900	CR PACA	Annuelle
		IR102 - Nombre d'usagers accompagnés	Personnes	FSE	700	CR PACA	Annuelle
		IR103 - Jeunes sous main de justice participant à l'action	Personnes	FSE	165	Suivi partenarial Région / PJJ	Annuelle
		IR104 - Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur demandeur d'emploi	Personnes	FSE	360	CR PACA	Annuelle

INDICATEURS DE RESULTAT

AXE PRIO RITA IRE	OBJECTIF SPECIFIQUE	FONDS	INDICATEURS DE RESULTAT COMMUNS & SPECIFIQUES DU PROGRAMME POUR LESQUELS UN OBJECTIF A ÉTÉ FIXE	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible	Source données des	Fréquence de communication de l'information
1	OS1a - ACCROITRE LES ACTIVITES DE RECHERCHE SUR LES DOMAINES PRIORITAIRES DE LA SRI-SI	FEDER	Ir1a = Nombre de publication dans les DAS et les Ket's	Publications	0	2014	0	Conseil Régional	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
	OS1b - DEVELOPPER L'INNOVATION, LA CREATION DE VALEUR ET L'EMPLOI DANS LES DOMAINES D'ACTIVITES STRATEGIQUES (DAS) ET PAR LES TECHNOLOGIES GENERIQUES CLES (KETs)	FEDER	Ir1b1 - Pourcentage d'entreprises innovantes ayant plus de 5% de leur chiffre d'affaires consacré aux dépenses R&D dans les DAS et KET's	Entreprises	33	2011	50	Agence Régionale	Tous les 2 ans
		FEDER	Ir1b2 - Nombre de brevets déposés par les entreprises régionales dans les DAS et KET's	Brevets	0	-	0	Conseil Régional	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
		FEDER	Ir1b3 - Création d'emplois dans les DAS et les technologies génériques clés	Nombre d'emplois	0	2013	3000	Agence Régionale	Tous les 2 ans (selon plan d'action)

	OS3a - RENFORCER LA CREATION D'ENTREPRISE EN PARTICULIER EN FACILITANT L'EXPLOITATION ECONOMIQUE D'IDEES NOUVELLES ET EN STIMULANT LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES, Y COMPRIS PAR LE BIAIS DES PEPINIERES D'ENTREPRISES	FEDER	Ir3a - Taux de création d'entreprises dans les DAS	Entreprises	0	2014	0	Agence Régionale (ARII)	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
	OS3d - DEVELOPPER LES ENTREPRISES, NOTAMMENT A L'INTERNATIONAL	FEDER	Ir3d - Excédent du commerce extérieur régional (hors secteurs pétroliers et hydrocarbures)	Milliards d'Euros	1	2012	1,5	CCIR	Tous les 2 ans
2	OS2a - CONNECTER AU TRES HAUT DEBIT LES SITES PRIORITAIRES, STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	FEDER	Ir2a - Nb de sites prioritaires raccordés au THD dans les zones délaissées par l'initiative privée	Site prioritaire	0	2013	0	Conseil Régional	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
	OS2b - RENFORCER LES USAGES DU NUMERIQUE DANS LES PME/TPE	FEDER	Ir2b - Taux de PME déclarant des usages avancés	% d'entreprises	0	2014	0	Conseil Régional	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
	OS2c - DEVELOPPER LES SERVICES NUMERIQUES AU SERVICE DES TERRITOIRES ET DES CITOYENS	FEDER	Ir2c - Part du territoire régional ayant développé des nouveaux services numériques	Population	0	2013	0	Conseil Régional	Tous les 2 ans (selon plan d'action)
3	OS4a - AUGMENTER LA PART D'ENERGIE RENOUELABLE DANS LA CONSOMMATION D'ENERGIE REGIONALE	FEDER	Ir4a - Part des énergies renouvelables produites dans la consommation finale brute d'énergie	Pourcentage	10	2011	20	Observatoire de l'énergie, du climat et de l'air	Annuelle

	OS4c - ACCROITRE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DU LOGEMENT ET DES BATIMENTS PUBLICS	FEDER	Ir4c - Consommation d'énergie totale des secteurs du logement et du tertiaire public	Millions de Tep/an (tonnes équivalent pétrole)	4,2	2012	3,5	Observatoire de l'énergie, du climat et de l'air	Intermédiaire tous les ans, consolidée tous les 3 ans
	OS4d - REALISER DES ECONOMIES D'ENERGIE GRACE AUX SYSTEMES INTELLIGENTS	FEDER	Ir4d - Pourcentage d'économies d'énergies pour les connectés à un réseau intelligent (éco d'énergies par actions de maîtrise de l'énergie et pilotage optimisé + énergie autoproduite)	Economies d'énergies	3	2012	35	Suivi des projets dans le PO (Synergie)	Annuelle
	OS4e - AUGMENTER LE REPORT MODAL SUR LES TRANSPORTS COLLECTIFS	FEDER	Ir4e1 - Fréquentation annuelle des principaux réseaux de transports collectifs des 3 grandes métropoles (Marseille, Toulon, Nice) et du ferroviaire régional	Millions de voyageurs TER/an	332	-	415,16	SNCF ainsi que les 3 Autorités Organisatrices de Transport urbains	Annuelle
		FEDER	Ir4e2 - Pourcentage de la part modale des transports collectifs pour les déplacements au quotidien	Part Modale	8	2013	10	Autorités organisatrices de transport	Annuelle
	OS6d - REDUIRE LA PRESSION SUR LA BIODIVERSITE EN INTERVENANT SUR LES TRAMES VERTES ET BLEUES	FEDER	Ir6d - Surfaces artificialisées	ha/an	9386	2012	5000	TERUTI LUCAS (Ministère de l'Agriculture)	Annuelle
	OS8a4 - DEVELOPPER LES ACTIVITES ET LES EMPLOIS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES	FEDER	Ir8a - Taux de chômage dans les agglomérations	Chômeurs	11,6	2012	10	INSEE	Tous les deux ans
4	OS9a - AMELIORER L'EMPLOYABILITE DES HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES	FEDER	Ir9a - Niveau d'équipement dans les agglomérations	Equipement	1567	2013	1645	INSEE (BPE - Base permanente des équipements)	Tous les deux ans

AXE PRIO RITA IRE	PRIORITE D'INVESTISSEMENT	FONDS	INDICATEUR	UNITE DE MESURE DE L'INDICATEUR	INDICATEUR DE RÉALISATION COMMUNS UTILISES COMME BASE POUR LA FIXATION DES VALEURS CIBLES	VALEUR DE REFERENCE	UNITE DE MESURE POUR LES VALEURS DE REFERENCE ET LES VALEURS CIBLES	VALEUR DE REFERENCE	SOURCE DES DONNEES	FREQUENC E DE COMMUNIC ATION DE L'INFO
						T		T		
5	10iii - UNE MEILLEURE EGALITE D'ACCES A L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE POUR TOUTES LES CATEGORIES D'AGES DANS UN CADRE FORMEL, NON FORMEL, INFORMEL, LA MISE A NIVEAU DES SAVOIRS, DES APTITUDES ET DES COMPETENCES DE LA MAIN D'ŒUVRE ET LA PROMOTION DE PARCOURS D'APPRENTISSAGE SOUPLES PASSANT NOTAMMENT PAR UNE ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET LA VALIDATION DES COMPETENCES ACQUISES	FSE	CR02 - Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement, ni formation	110	Nombre	150	Suivi interne Région	Annuelle
		FSE	CR03 - Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	2 900	Nombre	3300	Suivi interne Région	Annuelle
		FSE	CR04 - Participant exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement, ni formation	40	Nombre	60	Suivi interne Région	Annuelle
		FSE	CR06 - Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	1 764	Nombre	2250	Suivi interne Région	Annuelle
		FSE	lr101 - Taux de participation des acteurs de l'orientation à un programme global innovant	Pourcentage de participation		4,4	Proportion	60	Conseil Régional PACA	Annuelle
		FSE	lr102 - Taux de satisfaction des professionnels ayant suivi une formation	Pourcentage de satisfaction		78	Proportion	83	Enquêtes de satisfaction	Annuelle
		FSE	lr103 - Taux de satisfaction des publics accueillis	Pourcentage de satisfaction		74	Proportion	79	Enquêtes de satisfaction	Annuelle

ANNEXE 2 – CADRE DE PERFORMANCE DU PO FEDER-FSE

AXE PRI ORI TAIRE	PRIORITE D'INVESTISSEMENT	IDENTIFI CATEUR	TYPE D'INDICATEU R	INDICATEUR OU ETAPE CLE DE MISE EN ŒUVRE	UNITE DE MESURE	FONDS	VALEUR INTERMEDIAIR E 2018	VALEUR CIBLE 2023	Source des données
							T	T	
1	1a - AMELIORER LES INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION (R&I) ET LES CAPACITES A DEVELOPPER L'EXCELLENCE EN R&I ET FAIRE LA PROMOTION DES CENTRES DE COMPETENCE, EN PARTICULIER DANS LES DOMAINES PRESENTANT UN INTERET EUROPEEN	IR1a	REALISATI ON	NB INFRASTRUCTURE DEVELOPPE OU EQUIPEE SOUTENUE	Infrastructures	FEDER	3	6	Conseil régional
	1b - FAVORISER LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DANS LA R&I EN DÉVELOPPANT DES LIENS ET DES SYNERGIES ENTRE LES ENTREPRISES, LES CENTRES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ET LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FAVORISANT (...)	CO01	REALISATI ON	IP : NB ENTREPRISES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	50	80	Conseil régional
	3a - FAVORISER L'ESPRIT D'ENTREPRISE, EN PARTICULIER EN FACILITANT L'EXPLOITATION ECONOMIQUE D'IDEES NOUVELLES ET EN STIMULANT LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES, Y COMPRIS PAR LE BIAIS DES PEPINIERS D'ENTREPRISES	CO03	REALISATI ON	IP : NB ENTREPRISES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN FINANCIER AUTRE QUE DES SUBVENTIONS	Entreprises	FEDER	700	840	Conseil régional
	3d - SOUTENIR LA CAPACITE DES PME A CROITRE SUR LES MARCHES REGIONAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX AINSI QU'A S'ENGAGER DANS LE PROCESSUS D'INNOVATION	CO07	REALISATI ON	IP : INVESTISSEMENTS PRIVES COMPLETANT UN SOUTIEN PUBLIC AUX ENTREPRISES (HORS SUBVENTIONS)	Euros	FEDER	10 000 000,00	15 000 000,00	Conseil régional
		IF1	FINANCIER	MONTANT CERTIFIE TTC	Euros (%)	FEDER	48 519 360,00	202 164 000,00	Synergie et RAE

2	2a - ETENDRE LE DEPLOIEMENT DE LA LARGE BANDE ET LA DIFFUSION DE RESEAUX A GRANDE VITESSE ET SOUTENIR L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES ET RESEAUX EMERGENTS POUR L'ECONOMIE NUMERIQUE	IR2a	RÉALISATION	IR2a - NB DE PRISES FTTH FINANCEES POUR LES TERRITOIRES CONCERNES PAR LE DEPLOIEMENT PUBLIC	Prises FTTH	FEDER	101 000	310 000	Conseil régional
	2b - DEVELOPPER DES PRODUITS ET DES SERVICES TIC, LE COMMERCE EN LIGNE, ET AMELIORER LA DEMANDE TIC	IR2b	REALISATION	IR2B - NB D'ENTREPRISES ACCOMPAGNEES DANS LE CHAMP DU NUMERIQUE	Entreprises	FEDER	50	80	Conseil régional
	2c - RENFORCER LES APPLICATIONS TIC DANS LES DOMAINES DE L'ADMINISTRATION EN LIGNE, DE L'APPRENTISSAGE EN LIGNE, DE L'INTEGRATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, DE LA CULTURE EN LIGNE ET DE LA SANTE EN LIGNE (TELESANTE)	IR2c	RÉALISATION	IR2c - NB DE NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES NUMERIQUES REALISES ET/OU AMELIORES	Nouveaux produits ou services	FEDER	10	35	Conseil régional
		IF1	FINANCIER	MONTANT CERTIFIE TTC	Euros (%)	FEDER	20 929 920,00	87 208 000,00	Synergie
3	4a - FAVORISER LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'ENERGIE PROVENANT DE SOURCES RENOUVELABLES	CO30	REALISATION	ER : CAPACITES SUPPLEMENTAIRES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES	MW	FEDER	20	80	Suivi des projets dans le PO
	4c - SOUTENIR L'EFFICACITE ENERGETIQUE, LA GESTION INTELLIGENTE DE L'ENERGIE ET L'UTILISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES Y COMPRIS DANS LES BATIMENTS PUBLICS ET DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT	CO31	REALISATION	EE : NB DE MENAGES DONT LE CLASSEMENT EN MATIERE DE CONSOMMATION ENERGETIQUE S'EST AMELIORE	Ménages	FEDER	800	5 000	Suivi des projets dans le PO
		CO32	REALISATION	EE : DIMINUTION DE LA CONSOMMATION ANNUELLE D'ENERGIE PRIMAIRE DES BATIMENTS PUBLICS	kWh/an	FEDER	3 000 000	17 000 000	Suivi des projets dans le PO
	4e - FAVORISER LES STRATEGIES URABINES DE DEVELOPPEMENT A FAIBLE EMISSION DE CARBONE POUR TOUS LES TYPES DE TERRITOIRES, EN PARTICULIER LES ZONES URBAINES, Y COMPRIS LA PROMOTION D'UNE MOBILITE URBAINE MULTIMODALE DURABLE ET DES MESURES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DESTINEES A L'ATTENUER	IR4e3	REALISATION	NB DE GARES FERROVIAIRES OU ROUTIERES AMENAGEES EN POLE D'ECHANGES	Pôles d'échanges	FEDER	4	10	Suivi des projets dans le PO
		IF1	FINANCIER	MONTANT CERTIFIE TTC	Euros (%)	FEDER	53 208 080,00	221 700 336,00	Synergie et RAE

4	8a - SOUTENIR LA CREATION DE PEPINIERS D'ENTREPRISES AINSI QUE LES AIDES A L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES INDEPENDANTS, DES MICROENTREPRISES ET DE LA CREATION D'ENTREPRISE	CO01	RÉALISATION	IP : NB ENTREPRISES BENEFICIANT D'UN SOUTIEN	Entreprises	FEDER	50	150	Services économiques des agglomérations
	9a - INVESTIR DANS DES INFRASTRUCTURES SOCIALES ET SANITAIRES CONTRIBUANT AU DEVELOPPEMENT NATIONAL, REGIONAL, LOCAL, REDUIRE LES INEGALITES SUR LE PLAN DE L'ETAT DE SANTE, FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE PAR UN ACCES AMELIORE AUX SERVICES SOCIAUX, CULTURELS E RECREATIFS ET LE PASSAGE DE SERVICES INSTITUTIONNELS A DES SERVICES DE PROXIMITE	IR9a	RÉALISATION	ESPACES BÂTIS CONSTRUITS OU REHABILITES A DES FINS DE SERVICES SOCIAUX	M²	FEDER	500,00 ¹	000,00 ⁴	Synergie RAE
		IF1	FINANCIER	MONTANT CERTIFIE TTC	Euros (%)	FEDER	9 037 920,00	37 658 000,00	Synergie
5	10 iii - UNE MEILLEURE EGALITE D'ACCES A L'APPRENTISSAGE TLV POUR TOUTES LES CATEGORIES D'AGES DANS UN ACDRE FORMEL, NON FORMEL OU INFORMEL, LA MISE A NIVEAU DES SAVOIRS , DES APTITUDES ET DES COMPETENCES DE LA MAIN D'ŒUVRE ET LA PROMOTION DE PARCOURS D'APPRENTISSAGE SOUPLES PASSANT NOTAMMENT PAR UNE ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET LA VALIDATION DES COMPETENCES ACQUISES	CO04	RÉALISATION	PERSONNES INACTIVES NE SUIVANT NI ENSEIGNEMENT NI FORMATION	Nombre	FSE	230	275	Suivi partenarial Région/P JJ
		CO09	RÉALISATION	TITULAIRES D'UN DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (CITE 1) & DU PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (CITE 2)	Nombre	FSE	1500	1400	Suivi interne région
		CO10	RÉALISATION	TITULAIRE D'UN DIMPLOME DU DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (CITE 3) OU DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE NON SUPERIEUR (CITE 4)	Nombre	FSE	4050	4200	Suivi interne région
		CO22	RÉALISATION	NOMBRE DE PROJETS CIBLES SUR LES ADMINISTRATIONS OU LES SERVICES PUBLICS AUX NIVEAUX NATIONAL REGIONAL OU LOCAL	Nombre	FSE	2	5	Suivi interne région

		IR104	REALISATION	JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEMANDEUR D'EMPLOI	Personnes	FSE	195,00	360,00	CR PACA
		IF1	FINANCIER	MONTANT CERTIFIE TTC	Euros (%)	FSE	68 912 063,00	287 133 596,00	Synergie, RAE

ANNEXE 2 – CHARTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉVALUATION (SFE)



Pourquoi la Charte ?

L'évaluation des actions publiques revêt des formes diverses, tant par ses méthodes que par la manière dont elle s'insère dans le système d'action. Elle peut être interne ou externe. Elle peut être réalisée ex ante, concomitante ou ex-post. Cette diversité reflète celle des enjeux et des contextes dans lesquels elle s'inscrit, à côté d'autres pratiques telles que l'étude, la recherche, l'expertise, l'inspection ou l'audit. De ce fait, les conclusions, jugements et recommandations produits par les évaluations n'ont pas tous la même portée ni le même statut dans le débat public.

Depuis son origine, la SFE a accueilli tous ceux qui participent à ces pratiques. Tout en reconnaissant cette diversité, elle promeut les formes d'évaluation les plus à même de faire de l'évaluation une composante des organisations publiques et de la vie démocratique. C'est l'objet de la Charte adoptée en 2003 et actualisée en 2006. Cette Charte s'adresse aux personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel, qu'ils soient commanditaires, évaluateurs ou membres d'instances de pilotage.

Cette Charte combine plusieurs fonctions. Éducative, elle attire l'attention sur les enjeux et les problèmes. Indicative, elle guide la recherche de solutions. Incitative, elle n'a pas choisi la voie de la prescription.

La Charte est un guide de principes généraux, largement reconnus dans le milieu professionnel. Elle invite à s'y conformer. Elle ne méconnaît pas les possibles contradictions entre ces principes, dans certaines circonstances. Elle aide à prévenir les difficultés qui surgissent souvent en cours d'évaluation faute d'avoir clarifié au départ les questions de principe et de déontologie.



Société Française de l'Évaluation

CHARTRE DE L'ÉVALUATION

DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES PUBLICS

Actualisée le 21 juin 2006

65 avenue des Gobelins - 75013 PARIS
☎ : 01.45.41.58.40 ✉ : evaluation.sfe@wanadoo.fr

Site Internet : www.sfe.asso.fr

Préambule

L'évaluation vise à produire des connaissances sur les actions publiques, notamment quant à leurs effets, dans le double but de permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur et d'aider les décideurs à en améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et les impacts.

L'évaluation contribue ainsi à rationaliser la prise de décision publique, à moderniser la gestion de l'administration et des services publics et à rendre plus efficace la dépense publique. Elle contribue simultanément au développement de la responsabilité et des pratiques de compte rendu interne ou externe, ainsi qu'à l'apprentissage organisationnel. Elle participe aux progrès parallèles de la bonne gestion et du débat démocratique à tous les niveaux de gouvernement.

Ainsi définis, les enjeux de l'évaluation des politiques et programmes publics dépassent ceux de ses protagonistes directs et concernent l'ensemble des citoyens. L'évaluation doit être décidée, organisée et conduite en vue de l'intérêt général. C'est pour cela qu'elle doit s'exercer dans un cadre institutionnel explicite et que sa pratique doit être régie par des principes spécifiques.

Les membres de la SFE déclarent adhérer aux principes de la « Charte de l'évaluation », s'engagent à les appliquer en tenant compte des contextes particuliers rencontrés et à promouvoir la charte tant dans leur milieu professionnel qu'auprès des personnes et institutions concernées par l'évaluation et la délibération publique.

Actualisée le 21 juin 2006

Les principes de l'évaluation en France

Pluralité

L'évaluation s'inscrit dans la triple logique du management public, de la démocratie et du débat scientifique. Elle prend en compte de façon raisonnée les différents intérêts en présence et recueille la diversité des points de vue pertinents sur l'action évaluée, qu'ils émanent d'acteurs, d'experts, ou de toute autre personne concernée.

Cette prise en compte de la pluralité des points de vue se traduit -chaque fois que possible- par l'association des différentes parties prenantes concernées par l'action publique ou par tout autre moyen approprié.

Distanciation

L'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

Le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

Compétence

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel mettent en œuvre des compétences spécifiques en matière de conception et de conduite de l'évaluation, de qualité de la commande, de méthodes de collecte de données et d'interprétation des résultats. Elles ont le souci d'améliorer et de mettre à jour leurs compétences, notamment en référence à celles en usage dans la communauté internationale de l'évaluation.

Respect des personnes

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel respectent les droits, l'intégrité et la sécurité de toutes les parties concernées.

Elles s'interdisent de révéler l'origine nominative des informations ou opinions recueillies, sauf accord des personnes concernées.

Transparence

La présentation des résultats d'une évaluation s'accompagne d'un exposé clair de son objet, de ses finalités, de ses destinataires, des questions posées, des méthodes employées et de leurs limites, ainsi que des arguments et critères qui conduisent à ces résultats.

La diffusion publique des résultats d'une évaluation est souhaitable. Les règles de diffusion des résultats sont établies dès le départ. L'intégrité des résultats doit être respectée, quels que soient les modalités ou les supports de diffusion retenus.

Opportunité

Une évaluation doit être décidée lorsqu'elle est susceptible de – et organisée afin de – produire des résultats à l'égard des finalités mentionnées au préambule de cette charte : compte rendu démocratique, efficacité de la dépense, apprentissage organisationnel, facilitation d'évaluations ultérieures.

Responsabilité

La répartition des rôles entre les différents acteurs de l'évaluation est établie dès le départ de façon à ce que toutes les fonctions de celle-ci soient bien prises en charge (définition du mandat, pilotage du processus, enquêtes et analyses, formulation du jugement et des recommandations éventuelles, diffusion des résultats).

Les personnes et institutions participant au processus d'évaluation mobilisent les moyens appropriés et fournissent les informations nécessaires à la conduite de l'évaluation.

Elles sont conjointement responsables de la bonne application des principes énoncés dans cette charte.

Actualisée le 21 juin 2006

ANNEXE 3 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION²³

Concernant ce critère, le rapport d'évaluation est :		Inacceptable	Acceptable	Bon	Excellent
1 La satisfaction des demandes :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'évaluation traite-t-elle de façon adéquate les demandes d'information formulées par les commanditaires et correspond-elle au cahier des charges ?					
2 La pertinence du champ :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La raison d'être du programme, ses réalisations, ses résultats et ses impacts sont-ils étudiés dans leur totalité, y compris ses interactions avec d'autres politiques et ses conséquences imprévues ?					
3 L'adéquation de la méthodologie :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La conception de l'évaluation est-elle adaptée et adéquate pour fournir les résultats nécessaires (avec leurs limites de validité) pour répondre aux principales questions évaluatives ?					
4 La fiabilité des données		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les données primaires et secondaires collectées ou sélectionnées sont-elles adaptées ? Offrent-elles un degré suffisant de fiabilité par rapport à l'usage attendu ?					
5 La solidité de l'analyse		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'analyse des informations quantitatives et qualitatives est-elle conforme aux règles de l'art, complète et adaptée afin de répondre correctement aux questions évaluatives ?					
6 La crédibilité des résultats		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les résultats découlent-ils logiquement et sont-ils justifiés par l'analyse des données et par des interprétations basées sur des hypothèses explicatives présentées avec soin ?					
7 La solidité de l'analyse		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les conclusions sont-elles justes, non-biaisées par des considérations personnelles ou partisans et sont-elles assez détaillées pour être concrètement mises en œuvre					
8 La clarté du rapport		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le rapport décrit-il le contexte et le but du programme évalué ainsi que son organisation et ses résultats de façon telle que les informations fournies soient aisément compréhensibles ?					
Compte tenu des contraintes contextuelles qui pèsent sur l'évaluation, le rapport d'évaluation est considéré comme :		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ANNEXE 4 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE

1. SOURCES REGLEMENTAIRES

- Règlement (UE) N°1303/2013 – du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) no 1083/2006 du Conseil
- Règlement (UE) N°1301/2013 – du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) no 1080/2006
- Règlement (UE) N°1304/2013 – du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) no 1081/2006 du Conseil
- Règlement d'exécution (UE) N°207/2015 – Conseil en ce qui concerne les modèles de rapport d'avancement, de présentation des informations relatives aux grands projets, de plan d'action commun, de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», de déclaration de gestion, de stratégie d'audit, d'avis d'audit et de rapport annuel de contrôle ainsi que la méthode d'analyse coûts-avantages et, en application du règlement (UE) no 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne le modèle de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Coopération territoriale européenne»

2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

- Guidance document, Programming Period 2014-2020, Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy, Guidance document on evaluation plan, Terms of Reference for Impact Evaluations and Guidance on Quality Management of External Evaluation – FEDER, FSE, Fonds de Cohesion – February 2015
- Période de programmation 2014-2020, Suivi et évaluation de la politique européenne de cohésion – Fonds européen de développement régional et fonds de cohésion – Concepts et recommandations, document d'orientation, mars 2014
- Guidance document : Programming Period 2014-2020, Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy – FSE – June 2014
- Guide relatif au dispositif de suivi, gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) relevant du Cadre Stratégique Commun (CSC) de la période 2014 – 2020, décembre 2014
- EVALSED : « The resource for the Socio-Economic Development » – September 2013
- EVALSED SOURCEBOOK : “Method and techniques” – September 2013

3. AUTRES SOURCES:

- Collection MEANS Volumes 1 & 6 – 1999

²³ Grille extraite de la collection MEANS Volume 1 « Conception & conduite d'une évaluation » ; Encadré 46 – Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation, p.192

ANNEXE 5 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES COTES
D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE LA DEMARCHE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES



DELIBERATION N° 14-982

17 OCTOBRE 2014

FONCTIONNEMENT

Généralisation de la démarche d'évaluation des politiques régionales

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°12-1280 du 29 octobre 2012 du Conseil régional adoptant la Charte régionale de la Démocratie « Un défi d'aujourd'hui, un défi pour demain » ;
- VU l'avis de la commission "Relations internationales, Europe et Euro-Région" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Développement soutenable, environnement, énergie et climat" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Agriculture, forêt, mer, pêche et littoral" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Formation professionnelle et apprentissage" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Culture, patrimoine culturel et tourisme" réunie le 9 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Aménagement et développement des territoires et du massif, foncier, habitat et logement" réunie le 9 octobre 2014 ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

- VU l'avis de la commission "Emploi, développement économique régional, enseignement supérieur, recherche et innovation" réunie le 14 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Solidarités, prévention et sécurité, santé et services publics" réunie le 10 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Transports et éco-mobilité" réunie le 10 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Lycées, patrimoine et investissements régionaux" réunie le 15 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Sport, jeunesse et vie associative" réunie le 15 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Finances et fonctionnement" réunie le 14 octobre 2014 ;
- Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réuni le 17 Octobre 2014.

CONSIDERANT

- que l'évaluation des politiques publiques est une démarche déterminante et incontournable pour conforter la transparence de l'action publique ;
- que l'évaluation des politiques publiques est nécessaire pour améliorer en continu la conception, la mise en œuvre et les effets de l'action régionale ;
- que l'évaluation des politiques régionales est en mesure de renforcer la visibilité, la gouvernance et la qualité de l'intervention de la collectivité régionale ;
- que la Charte régionale de la démocratie arrête les principes de la construction du projet régional intégrant l'évaluation des politiques publiques régionales ;
- que les démarches d'évaluation participative sont un moyen de dynamiser le débat démocratique et de consolider les partenariats de la collectivité ;
- que le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional et le Conseil Régional des Jeunes sont des instances participatives pouvant être saisies par l'Institution pour représenter les citoyens et parmi eux, les jeunes dans les lieux de débat de l'évaluation ;
- que le Contrat de plan Etat-Région et les Programmes Opérationnels et autres documents contractuels intègrent l'obligation d'évaluer les programmes correspondants ;
- que l'Institution s'est organisée depuis plus de 10 ans pour développer progressivement la culture, la pratique et les outils de l'évaluation à différentes échelles ;
- que le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur est adhérent institutionnel et membre actif de la Société Française de l'Evaluation ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

DECIDE

- d'approuver une démarche généralisée d'évaluation des politiques régionales structurée par des principes, des modalités de mise en œuvre et des instances ;

- d'adopter les principes régissant les démarches d'évaluation relevant de la Charte de la Société Française de l'Evaluation (pluralité ; distanciation ; compétence ; respect des personnes ; transparence ; opportunité et responsabilité) et plus particulièrement :

- la mobilisation des usagers et des citoyens dans les démarches d'évaluation depuis leur conception jusqu'à la diffusion de leurs résultats, directement ou au travers d'instances représentatives,
- la qualité des commandes d'évaluation, portées par une instance de pilotage et élaborées en s'appuyant sur des outils de suivi des politiques régionales,
- la diffusion et la mise en débat contradictoire des résultats des évaluations et l'accessibilité des documents qui en résultent,

- d'organiser et de formaliser systématiquement les bases d'un processus d'évaluation lors de l'adoption ou la révision de toute politique régionale ainsi qu'au titre des conventions pluriannuelles d'objectifs passées avec les structures partenariales ;

- d'approuver le principe de création d'un Comité de Suivi des Evaluations qui sera présidé par la Vice-présidente déléguée aux services publics et à la démocratie de proximité et composé de l'ensemble des Vice-présidents du Conseil régional ainsi que de 2 membres du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) désignés par le Président du CESER.

Ce comité aura notamment pour mission d'arrêter un programme annuel d'évaluation et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre, d'en assurer son suivi en veillant au respect des principes retenus dans la présente délibération. Il présentera à l'Assemblée, chaque année, le programme d'évaluation de l'année à venir et le compte-rendu d'activités des démarches d'évaluation de l'année précédente ;

- d'instaurer l'obligation de diffusion des évaluations réalisées, d'impliquer les citoyens dans les démarches engagées et d'associer les partenaires à ces travaux notamment le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

Le Président,

Signé Michel VAUZELLE

certifié transmis au repré



ANNEXE 6 – REMARQUES DE LA COMMISSION SUR LE PLAN D'ÉVALUATION ET PLAN D'ACTION

PRINCIPALES REMARQUES DE LA COMMISSION PARVENUES LE 18/11/2015			COMPLÉMENTS ENVISAGÉS AU PLAN D'ÉVALUATION	POINTS D'AVANCEMENT
N°	RESULTAT ATTENDU	SUGGESTIONS		
1	Mieux déterminer où doit se concentrer l'effort d'évaluation sur la période	Le plan devrait indiquer l'usage fait des conclusions des précédents rapports d'évaluation et les connaissances existantes des effets des types d'intervention inclus dans le programme	- L'Autorité de gestion précisera dans le plan d'évaluation qu'un travail de capitalisation des précédents travaux d'évaluations sera mené en interne durant la période préparatoire et qu'il sera intégré aux évaluations thématiques.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, p.13)
2	Il pourrait être fait mention d'initiatives prises pour étendre le savoir-faire et les compétences de l'équipe employée dans le processus d'évaluation	Le plan pourrait indiquer son expertise actuelle et pourrait décrire les mesures qui ont l'intention d'être prises , s'il y'en a, pour améliorer son niveau d'expertise dans les domaines semblant nécessaires	- L'Autorité de Gestion apportera des précisions quand à l'expertise de l'équipe composant le secrétariat techniques et le plan de formation spécifique qui lui est dédié.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, 1. Plan de formation, p.13)
3	Inclure plus de détail sur les raisons du choix des méthodes d'évaluations qu'il est prévu d'appliquer.	Actuellement le plan décrit ces éléments seulement de manière générale . Pour chaque évaluation plusieurs approches méthodologiques sont listées et cela serait utile si les raisons de leur adoption pouvait être décrite (spécialement pour les évaluations 6 à 12 [impact])	- L'Autorité de Gestion proposera une grille de critères qui orientera son choix vers l'une ou l'autre des méthodes	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE III, section A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION, p.18)
4	Mieux préparer le terrain pour les évaluations à entreprendre	Pour les approches contrefactuelles et basées sur la théorie indiquées pour les évaluations 6-12, cela serait utile de préciser les résultats attendus, les unités d'analyse et les groupes de contrôle auxquels il est prévu de recourir pour les comparaisons	- Les travaux méthodologiques menés en interne au cours de la première période ont pour objectif de répondre à ces questions.	_ Les travaux sont en cours
5	Eviter tout gaps ou déficience dans le système de données à rendre disponible pour les évaluations	Il serait utile d' expliquer plus clairement et plus en détail les données requises et disponibles . Le plan indique qu'il est généralement prévu d'utiliser les données monitoring (synergie), mais il y'a peu d'informations sur les autres données qu'il est prévu d'utiliser ou quelles séries de données spécifiques issues du système de suivi sont considérées comme pertinentes . Il est important que les besoins en données soient considérées dans un certain détail et à un stade précoce afin que tout gaps (trou) ou déficience dans les données disponibles soient comblés à temps pour que les évaluations soient menées	Le plan d'action annuel qui sera proposé au Comité de Suivi annuellement fera état de ces travaux et se traduira par une mise à jour des fiches détaillées des évaluations.	

